



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 2963-MERCREDI 12 JUILLET 2017

## RDC-FMI

# Pas d'appui financier en vue

L'aide de l'institution de Bretton Woods est conditionnée à « une trajectoire crédible vers la stabilité politique » en RDC. Près d'un mois après la demande introduite par le gouvernement en juin 2017, les derniers espoirs d'un appui financier du FMI pourraient bien s'envoler.

Il s'agit d'une demande émanant de l'actuel locataire de la primature, Bruno Tshibala, pour contrer l'instabilité du cadre macro-économique.

Le contexte politique de la RDC ne joue pas en faveur d'un programme de soutien financier après une rupture de la stabilité du cadre macro-économique au dernier semestre de l'année 2015. Pour le Fonds monétaire international (FMI), il se pose encore plusieurs préalables dont l'épineuse question de la stabilité politique pour répondre favorablement à la demande des autorités congolaises.

Page 3



Le siège du Fonds monétaire international à Washington

## PAIE CONTROVERSÉE DU MOIS DE JUILLET

## Grogne à la Fonction publique



Des agents et fonctionnaires de l'Etat lors d'une manifestation à Kinshasa

Les espoirs suscités récemment par la promesse du gouvernement de réajuster le taux salarial des agents et fonctionnaires de l'État en le ramenant au seuil fixé par la loi des finances en son exercice 2017 (soit 142,5), sont en train de virer en un mirage. Contre toute attente, ils ont été

informés par leurs syndicats respectifs qu'ils percevront leur rémunération du mois de juillet à l'ancien taux de 93,6 FC. D'après des sources au faite du dossier, il en ressort qu'il n'est pas possible d'appliquer le nouveau taux qui ne saurait entrer en vigueur avant l'application

effective du budget 2017 prévue pour octobre prochain, soit dans deux mois. Les syndicalistes sont dorénavant en passe d'annoncer une série d'actions en réaction à ce qu'ils considèrent d'ores et déjà comme une provocation.

Page 4

## REPORT UNILATÉRAL DES ÉLECTIONS

## Des ONG pour des sanctions ciblées contre Corneille Nangaa



Un électeur en train de se faire enrôler

Des réactions continuent à fuser de partout en rapport avec l'annonce du président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Corneille Nangaa, de renvoyer les élections prévues pour décembre 2017 en RDC. La Coalition des 33 ONG recommande aux acteurs majeurs de la Communauté internationale d'examiner en urgence cette situation et d'envisager des sanctions individuelles et ciblées, au cas où le président de la Céni « ne reviendrait pas à la raison ».

Cette association condamne cette décision illégale, unilatérale et antidémocratique qui, selon elle, participe subtilement au glissement du pouvoir de Kinshasa sans légitimité depuis fin décembre 2016 et aggrave la crise politique et sociale en RDC. Page 2

REPORT UNILATÉRAL DES ÉLECTIONS

Des ONG exhortent à des sanctions personnelles et ciblées contre Corneille Nangaa

**La Coalition des 33 ONG recommande aux acteurs majeurs de la communauté internationale d'examiner en urgence cette situation et envisager des sanctions individuelles et ciblées, au cas où le président de la Cénie « ne reviendrait pas à la raison ».**

Des réactions continuent à fuser de partout en rapport avec l'annonce du président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Corneille Nangaa, de renvoyer les élections prévues en décembre 2017 en RDC. Parmi les dernières, l'on note celle de

prévisions claires des dates de convocation desdits scrutins, l'opacité constatée à ce jour dans la planification opérationnelle des activités d'enrôlement, l'absence d'un plan de décaissement transparent et d'appui budgétaire du gouvernement et des partenaires d'appui au processus trahissent la volonté de Corneille Nangaa de servir fidèlement le peuple congolais et poursuivre l'intérêt général. «Nous condamnons fermement la décision irresponsable de M. Corneille Nangaa et l'appelons à publier sans délai le calendrier électoral prévoyant de façon précise toutes les étapes qui restent à parcourir après qu'il a

temps nécessaire pour parachever les élections.

**Publication du calendrier global**

Dans sa réaction, la Coalition des 33 ONG invite instamment Corneille Nangaa à publier le calendrier global et inclusif des activités électorales « afin de mettre fin à la navigation à vue de la centrale électorale, qui jette un voile de suspicion sur sa gouvernance électorale et pourra engager sa responsabilité personnelle pour les conséquences qui résulteraient du maintien de sa décision illégale, unilatérale et antidémocra-

L'UDPS dénonce une «provocation»

**Le principal parti d'opposition a qualifié lundi de «provocation» le report de la présidentielle et des législatives en République démocratique du Congo au-delà de 2017, annoncé par le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni).**

«Corneille Nangaa (président de la Céni) est en train d'aider Joseph Kabila à atteindre son plan de s'éterniser au pouvoir. C'est une provocation. Ce n'est pas responsable», a déclaré à l'AFP Augustin Kabuya, porte-parole de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti historique de l'opposition. «Nous n'allons pas nous laisser faire», a-t-il menacé. «Corneille Nangaa a déclaré la guerre au peuple congolais par sa déclaration prouvant son appartenance à la Kabilie (la mouvance présidentielle)», a posté sur son compte twitter Félix Tshisekedi, président du Rassemblement de l'opposition, le regroupement de la majeure partie de l'opposition fondé par son père, l'opposant historique défunt Étienne Tshisekedi. Pour l'UDPS, l'accord du 31 décembre signé entre la majorité et l'opposition reste la seule référence pour sortir la RDC de la crise née du maintien au pouvoir de M. Kabila dont le mandat s'est terminé le 20 décembre. Cet accord prévoit l'organisation de la présidentielle, des législatives et des élections locales simultanément avant la fin 2017 mais également la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition pour diriger un gouvernement d'unité nationale.

**Décision illégale**

Vendredi à Paris, le président de la Céni avait déclaré que l'organisation de ces scrutins ne sera «pas possible» avant la fin de l'année, «dans les conditions fixées par l'accord» du 31 dé-

cembre. M. Nangaa avait alors souligné que cet accord prévoit que les parties signataires s'engagent à l'organisation des élections «au plus tard en décembre 2017», mais aussi que «le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral, le gouvernement et la Céni peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement desdites élections». Or, selon M. Nangaa, les conditions de sécurité dans plusieurs provinces du pays, notamment le Kasai déchiré par de graves violences, ne permettent pas pour l'instant un déroulement correct des scrutins.

La Coalition des 33 ONG, qui exige depuis 2016 le respect de la Constitution, «condamne avec la dernière énergie cette décision unilatérale, illégale et antidémocratique de M. Corneille Nangaa qui participe subtilement [à la pérennisation] d'un pouvoir sans légitimité depuis fin décembre 2016 et aggrave la crise politique et sociale en RDC», dans un communiqué lundi. La Coalition appelle au rejet de cette décision et à la mobilisation des acteurs internes et aux partenaires étrangers en vue de «contraindre» la Céni au «respect de la Constitution, en publiant sans délai le calendrier électoral».

Âgé de 46 ans, M. Kabila est au pouvoir depuis 2001 et la Constitution lui interdit de se représenter. Il se maintient en vertu d'une décision controversée de la Cour constitutionnelle, entérinée par l'accord de la Saint-Sylvestre. En 2016, l'UDPS et d'autres formations de l'opposition avaient multiplié les manifestations pour réclamer le départ de M. Kabila au pouvoir au terme de son mandat échu le 20 décembre 2016. Ces manifestations, majoritairement interdites, ont souvent été réprimées par les forces de l'ordre, entraînant la mort des dizaines de personnes.

AFP



Corneille Nangaa

la Coalition des 33 ONG pour le respect de la Constitution (CRC), qui a dit condamner, le 10 juillet, avec la dernière énergie ce qu'elle a appelé «La décision unilatérale de Corneille Nangaa renvoyant les élections présidentielle, législatives nationales et provinciales prévues par l'accord de la Saint-Sylvestre d'ici fin décembre 2017 ». Ce regroupement d'ONG, a souligné cette structure, désapprouve cette décision illégale, unilatérale, et antidémocratique qui participe subtilement au glissement du pouvoir de Kinshasa sans légitimité depuis fin décembre 2016 et aggrave la crise politique et sociale en RDC.

**Le peuple est trahi**

Ces ONG relèvent, en effet, que l'absence d'un chronogramme avec des

*fait obligatoirement l'objet d'un consensus entre les parties prenantes au processus, à savoir les partis politiques de l'opposition et de la majorité, le gouvernement ainsi que la société civile », a déclaré le coordonnateur de la CRC, Me Georges Kapiamba. Ce juriste exhorte, en plus, le président de la Céni à « abandonner son argument mensonger selon lequel qu'il attendrait la mise en place du Conseil national de suivi de la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre (CNSA), pour évaluer le processus ou encore le vote des lois électorales par le Parlement pour publier le calendrier électoral ». À l'en croire, l'article IV.2 du dit accord prévoyait la consultation Céni-CNSA-gouvernement non pour publier le calendrier électoral mais exclusivement pour apprécier le*

« Ce regroupement d'ONG attend, par ailleurs, des acteurs politiques et sociaux, partenaires internationaux d'appui au processus électoral et à la population congolaise, à rejeter la décision du président de la Céni et d'exiger la publication du calendrier électoral dans le respect de la Constitution, la loi organique sur la Céni, la résolution 2348 et l'accord politique du 31 décembre 2016. Alors qu'il recommande au représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et chef de la Monusco d'informer le Conseil de sécurité des Nations unies de « cette situation savamment créée et entretenue par Corneille Nangaa afin que des sanctions individuelles et ciblées lui soient appliquées au cas où il ne reviendrait pas à la raison ».

Lucien Dianzenza

**ADIAC**  
 Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
 Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

**DIRECTION**  
 Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
 Secrétariat : Raïssa Angombo

**RÉDACTIONS**  
 Directeur des rédactions : Émile Gankama  
 Assistante : Leslie Kanga  
 Photothèque : Sandra Ignamout

**Secrétariat des rédactions** : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
**Rewriting** : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

**RÉDACTION DE KINSHASA**  
 Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
 Chef d'agence : Nana Londole  
 Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
**Économie** : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
**Société** : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
**Culture** : Nioni MAssela  
**Sports** : Martin Enyimo  
**Relations publiques** : Adrienne Londole  
**Service commercial** : Stella Bobe  
**Comptabilité et administration** : Lukombo

**Caisse** : Blandine Kalonji  
**Distribution et vente** : Jean Lesly Goga  
**Bureau de Kinshasa** : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC  
 Tél. (+243) 015 166 200

**RÉDACTION DE BRAZZAVILLE**  
**Rédacteurs en chef** : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
**Service Société** : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique** : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
**Service Économie** : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
**Service International** : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
**Service Culture et arts** : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
**Service Sport** : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

**ÉDITION DU SAMEDI** :  
 Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

**RÉDACTION DE POINTE-NOIRE**  
**Rédacteur en chef** : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Méline Eta  
 Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

**MAQUETTE**  
 Eudes Banzouzi (chef de service) Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislav Okassou, Jeff Tamaff.

**INTERNATIONAL**  
**Directrice** : Bénédicte de Capèle  
**Adjoint à la direction** : Christian Balende  
**Rédaction** : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

**ADMINISTRATION ET FINANCES**  
**Directrice** : Lydie Pongault  
**Secrétariat** : Armelle Mounzeo  
**Chef de service** : Abira Kiobi  
**Suivi des fournisseurs** :  
**Comptabilisation des ventes, suivi des annonces** : Wilson Gakosso  
**Personnel et paie** :  
**Stocks** : Arcade Bikondi  
**Caisse principale** : Sorrelle Oba

**PUBLICITÉ ET DIFFUSION**

**Coordnatrice, Relations publiques** :  
 Adrienne Londole  
**Assistante commerciale** : Hortensia Olabouré  
**Commercial Brazzaville** : Rodrigue Ongagna  
**Commercial Pointe-Noire** : Méline Eta Anto  
**Diffusion de Brazzaville** : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
**Diffusion Kinshasa** : Adrienne Londole.  
**Diffusion Pointe-Noire** : Bob Sorel Moumbelé Ngo

**TRAVAUX ET PROJETS**  
**Directeur** : Gérard Ebami Sala

**INTENDANCE**  
**Assistante** : Sylvia Addhas

**DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)**  
**Directeur** : Emmanuel Mbengué  
**Assistante** : Dina Dorcas Tsoumou  
**Directeur adjoint** : Guillaume Pigasse  
**Assistante** : Marlaïne Angombo

**IMPRIMERIE**  
**Gestion des ressources humaines** : Martial Mombongo  
**Chef de service prépresse** : Eudes Banzouzi  
**Gestion des stocks** : Elvy Bombete  
**Adresse** : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
 eMail : imp-bc@adiac-congo.com

**INFORMATIQUE**  
**Directeur adjoint** : Abdoul Kader Kouyate  
 Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

**LIBRAIRIE BRAZZAVILLE**  
**Directrice** : Lydie Pongault  
 Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
 Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

**GALERIE CONGO BRAZZAVILLE**  
**Directrice** : Lydie Pongault  
**Chef de service** : Maurin Jonathan Mobassi.  
 Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

**ADIAC**  
 Agence d'Information d'Afrique centrale  
 www.lesdepechesdebrazzaville.com  
 Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
 Tél. : (+242) 05 532.01.09  
 Président : Jean-Paul Pigasse  
 Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
 Secrétaire général : Ange Pongault

## KASAÏ

# Une crise humanitaire suffocante pour des millions de civils

**Pour le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha), la crise de la région du Kasai est aujourd'hui le point le plus visible. Mais à travers le pays, la vie des millions de personnes a été rendue misérable par la violence qui ne dit pas son nom, le manque d'accès au service social de base et à la pauvreté.**

Une note de l'Ocha du début de week-end dernier a noté que les six premiers mois de l'année 2017 ont démontré que la RDC demeure dans une crise humanitaire implacable à l'impact suffocant pour des millions de personnes. L'Agence onusienne a notamment épinglé le contexte régional volatile et des moyens financiers les plus bas de ces dernières années dans lequel se situe le pays, avec la moitié de ses 26 provinces touchées par les violences armées, les conflits intercommunautaires, les maladies et les catastrophes naturelles. « À ce jour, la RDC compte 3,8 millions de personnes contraintes de fuir les vio-

lences à travers le pays, le rendant ainsi le pays africain abritant le plus grand nombre de déplacés internes », a souligné Ocha.

À en croire le bureau onusien, la population déplacée a ainsi augmenté de 60 % par rapport aux 2,2 millions enregistrés il y a six mois. Sur ces 3,8 millions déplacés internes, Ocha estime qu'un tiers d'entre eux –soit 1,3 million –sont déplacés à cause de la crise qui ravage la région du Kasai.

Ocha a, en outre, souligné qu'outre les déplacés internes, la RDC fait aussi face à un flux permanent de réfugiés provenant des pays voisins dont le Burundi, la République Centrafricaine et le Soudan du Sud. Alors que les perpétuels conflits intercommunautaires dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Tanganyika ont entraîné la mort de nombreux civils ainsi que le déplacement d'un demi-million d'autres durant les 12 derniers mois.

**Plus de 38 mille cas de maladies**

Le bureau onusien a aussi indiqué que le choléra et la rougeole surgissent fréquemment tandis que le paludisme connaît une ascension toujours croissante. Durant les six premiers mois de 2017, a-t-il fait savoir, plus de 38 mille cas de choléra, fièvre jaune et rougeole ont été enregistrés et plus de 700 personnes en sont mortes, des chiffres supérieurs aux plus de 32 mille cas dont 670 morts enregistrés au second semestre de 2016. Alors que la malnutrition, liée fortement à l'insécurité et aux mouvements de populations, prend aussi de l'ampleur, avec près de deux millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Pour Ocha, malgré la présence de plusieurs groupes armés, l'Ituri reste « la province oubliée » de la RDC. En effet, ces deux dernières années, a souligné l'agence, la plupart des ONG se sont progressivement retirées de l'Ituri au profit d'autres provinces. « Alors que la résurgence de la fièvre à virus Ebola dans le Bas-Uélé a

récemment causé la mort de 4 personnes, la déclaration de la fin de l'épidémie reste l'une des rares bonnes nouvelles des six mois écoulés. Alors que les populations civiles payent le plus lourd tribut de la violence, les acteurs humanitaires des Nations unies et des organisations non gouvernementales se heurtent à des contraintes d'accès aux communautés affectées », a souligné Ocha qui note que des personnels médicaux ont été tués, d'autres pris en otage; des hôpitaux et des centres de santé ont été attaqués et pillés, classant ainsi la RDC parmi les zones les plus dangereuses au monde pour les acteurs humanitaires.

## Des ressources financières insuffisantes

Selon Ocha, cette crise de protection peu reluisante est aggravée par des ressources financières insuffisantes. « Un appel de 748 millions de dollars qui a été lancé en début d'année est, jusqu'à présent, financé à moins de 25 pour cent, le plus bas niveau de financement des 10 dernières

années », a regretté l'agence onusienne, notant de plus qu'à la fin du mois d'avril, un appel d'urgence de 64,5 millions de dollars a été lancé exclusivement pour la crise de la région du Kasai et qu'à ce jour, 11 pour cent seulement de contribution ont été reçus. « La crise de la RDC est une succession de chocs aigus qui ont érodé la dignité de millions de personnes, et les six premiers mois de l'année n'étaient pas différents. La crise de la région du Kasai est aujourd'hui le point le plus visible mais à travers le pays, la vie des millions de personnes a été rendue misérable par la violence qui ne dit pas son nom, le manque d'accès au service social de base et à la pauvreté », a noté le chef de bureau par intérim d'Ocha, Alain Decoux. Nous pouvons redéployer notre personnel, a-t-il dit, proposer de nouvelles compétences, distribuer de la nourriture et des médicaments aux quatre coins du pays. Mais sans argent, nous ne serons pas en mesure de répondre comme nous le souhaitons.

**Lucien Dianzenza**

## RDC – FMI

# Pas d'appui financier en vue

**L'aide de l'institution de Bretton Woods est conditionnée à « une trajectoire crédible vers la stabilité politique » en RDC. Près d'un mois après la demande introduite par le gouvernement en juin 2017, les derniers espoirs d'un appui financier du FMI pourraient bien s'envoler. Il s'agit d'une demande émanant de l'actuel locataire de la primature, Bruno Tshibala, pour contrer l'instabilité du cadre macro-économique.**

Le contexte politique de la RDC ne joue pas en faveur d'un programme de soutien financier après une rupture de la stabilité du cadre macro-économique au dernier semestre de l'année 2015. Pour le Fonds monétaire international (FMI), il se pose encore plusieurs préalables, dont l'épineuse question de la stabilité politique, pour répondre favorablement à la demande des autorités congolaises. L'aide sollicitée devrait intervenir dans le cadre de la Facilité de crédit rapide. Pour nombre d'analystes, l'institution financière internationale s'aligne à la position affichée plus tôt par l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique et l'ONU sur le respect de l'Accord global de la Saint-



Le siège du Fonds monétaire international (FMI) à Washington

Sylvestre de décembre 2016. En cas d'accord entre le FMI et la RDC, une équipe pourrait procéder d'abord à

une évaluation des besoins financiers du gouvernement après un bilan actualisé de la situation économique du pays. Pour l'heure, aucun indice ne permet de projeter un dénouement rapide sur le

continue de son cadre macro-économique. Le pays court désormais le risque de revenir à la case-départ après tant d'efforts pour le stabiliser. La chute des matières premières a contribué

l'ordre de 20 % en 2016. Au courant de la même année, la Banque centrale du Congo a revu à la baisse, à trois reprises, le taux de croissance, passant de 7 % en début d'année à 2,5 %. L'inflation a grimpé comme jamais auparavant, atteignant les 20 % l'année passée. Sur le marché de change, le franc congolais est au plus mal : 40 % de dépréciation en 2016. Et la tendance s'est poursuivie au premier semestre de 2017.

Nombre d'analystes ont projeté une amélioration pour l'année en cours, avec la remontée timide des cours des matières premières. La grande crainte réside forcément autour de l'incertitude sur la donne politique. L'accalmie politique est indispensable pour espérer relancer l'économie du pays. Le gouvernement ne saura mobiliser les fonds nécessaires pour exécuter les chantiers de développement au cours de cet exercice.

**Laurent Essolomwa**

différend qui semble opposer définitivement le pays à ses partenaires du FMI. Depuis fin 2015, la RDC a connu une dégradation

à ruiner la croissance enregistrée depuis plus de 5 ans. Le cuivre, principal minerais exporté par le pays, a connu une baisse de son prix de

## PAIE DU MOIS DE JUILLET

## Grogne à la Fonction publique

**Le gouvernement Tshibala n'a pas tenu son engagement de réajuster les salaires des agents et fonctionnaires de l'État à partir de ce mois de juillet, en les faisant passer de 930 FC à 1425 FC, au grand dam des syndicalistes qui promettent de sévir.**

Les espoirs suscités récemment par la promesse du gouvernement de réajuster le taux salarial des agents et fonctionnaires de l'État en le ramenant au seuil fixé par la loi des finances en son exercice 2017, soit 142,5, sont en train de virer en un mirage. Cette référence adoptée par la Commission Écofin de l'Assemblée nationale comme nouvelle base de calcul du salaire des agents et fonctionnaires de l'État dans le budget 2017, qui était censée prendre effet dès ce mois de juillet, ne sera pas respectée. Les fonctionnaires ont été surpris d'apprendre que leurs salaires du mois de juillet n'allaient pas bouger d'un iota.

Contre toute attente, ils ont été informés par leurs syndicats respectifs qu'ils percevront leur rémunération du mois de juillet à l'ancien taux de 93,6 FC. De quoi faire tomber à la renverse de nombreux pères de famille qui attendaient à palper une enveloppe un peu plus consistante, même si dans le fond la base salariale proposée est nettement en deçà du

panier de la ménagère. La déception est d'autant plus grande que des fuites font état de la reconduction du même taux pour les mois d'août et de septembre.

D'après des sources au fait du dossier, il en ressort qu'il n'est pas possible d'appliquer le nouveau taux qui ne saurait entrer en vigueur avant l'application effective du budget 2017 prévue pour octobre prochain, soit dans deux mois. Dans certains milieux intéressés, on ne s'explique pas le non-respect par le gouvernement Tshibala de son engagement de réajuster le taux salarial à partir du mois de juillet. « Une loi produit des effets à la date de sa promulgation », argue-t-on. D'autant plus que le taux de 142,5 résulte d'un consensus après des discussions avec des experts du ministère du Budget qui avaient participé aux travaux de la commission Écofin. Cela suppose que le gouvernement avait déjà, sur la base du rapport de ses délégués au sein de notre commission, réajusté sa politique de paie. Or, rien n'a été fait. Une source officielle prend tout de même la défense de l'exécutif national : « La logique est que les prévisions salariales sont trimestrielles. Les listings des paies sont généralement apprêtés à partir de la date du 10 suivant la paie précédente. Ce, depuis que le gouverne-

ment Matata avait ramené la paie mensuelle à partir du 20 de chaque mois. Par conséquent, il n'est pas techniquement possible pour le gouvernement d'appliquer le nouveau taux de calcul de la rémunération des agents et fonctionnaires de l'État pendant ce dernier trimestre », explique notre interlocuteur. Il s'avère que selon les listes envoyées aux institutions étatiques respectives, aucune augmentation n'est prévue. Les agents et fonctionnaires de l'État n'avaient que leurs larmes pour pleurer en ayant pris connaissance de cette nouvelle. Rien n'a bougé dans leur grille salariale au grand dam des syndicalistes qui ont crié au scandale accusant, au passage, le gouvernement d'irresponsabilité tout en brandissant la menace de grève.

Les syndicalistes sont dorénavant en passe d'annoncer une série d'actions en réaction à ce qu'ils considèrent comme une provocation. La colère monte dans les rangs. Les agents et fonctionnaires de l'État sont exhortés par leurs syndicats respectifs, à percevoir quand même cette paie du mois de juillet qu'ils considèrent comme une avance sur salaire. Une façon de continuer à mettre la pression sur le gouvernement Tshibala.

*Alain Diasso*

## MAI-NDOMBE

## Intégration de la lutte contre le paludisme et le VIH dans les zones de santé

**Caritas Congo, à travers un de ses projets relevant du domaine de la santé, a intégré la lutte contre le paludisme et le VIH dans les zones de santé de Mai-Ndombe.**

Dénommé Projet Fonds Mondial Paludisme et VIH Nouveau Modèle de financement, ce projet a reçu l'appui financier de Sanru/Fonds Mondial. Il cible quatorze zones de santé de la province de Mai-Ndombe, à savoir Inongo, Nioki, Kiri, Pendjwa, Bandjomoke, Tandembelo, Bokoro, Bosobe, Mushi, Oshwe, Kwamouth, Bolobo, Yumbi et Mimua.

D'après un communiqué de Caritas Congo, ce projet qui a débuté en juillet 2015 prendra fin le 31 décembre de l'année en cours. Il est coordonné par le Dr Blaise Mudekereza du Service de promotion de la santé de Caritas Congo Asbl.

Les bénéficiaires dudit projet ont été en 2015 de l'ordre d'un million sept cent quatre-vingt treize mille cent trente-six personnes. Le ministère congolais de la Santé a prévu un accroissement de mille trois personnes chaque année en matière du nombre de populations bénéficiaires.

À en croire le Dr Blaise Mudekereza, ledit projet a contribué à la réduction de l'incidence de la morbidité et de la mortalité due au paludisme dans la province de Mai-Ndombe. Ce projet, a-t-il insisté, a permis la mobilisation de la communauté autour de la lutte contre le paludisme : assainissement du milieu, utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide et la prévention chez les femmes enceintes par le falcidar.

Toutefois, ce projet rencontre des problèmes dont l'accès difficile à certaines zones de santé, car le Mai-Ndombe est une province à hydrographie de grande ampleur avec le lac Mai-Ndombe lui-même, des rivières comme Mfimi, Lukeni, Lokoro et le Kasai, sans oublier le fleuve Congo.

*Aline Nzuzi*

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



10<sup>e</sup> COUPE DU CONGO DE FOOTBALL FÉMININ

## Bafana Bafana bat DCMP/Bikira en finale

**La formation de Bafana Bafana est le nouveau club champion du Congo de football féminin après son sacre à la 10<sup>e</sup> édition de la Coupe du Congo de football féminin. Ce club de Lubumbashi succède à Attaque Sans Recul de Mbuji-Mayi.**

La cinquième édition de la Coupe du Congo de football féminin a connu son épilogue, le 9 juillet, au stade Tata-Raphaël, avec la victoire en finale de la formation de Bafana Bafana sur Daring Club Motema Pembe (DCMP)/Bikira, deux équipes de la ville de Lubumbashi.

Trois buts à zéro, c'était le score final de cette partie dominée quasi-totalement par les pouliches de l'entraîneur Mulekelayi Kanku. Joëlle Mwadi (24<sup>e</sup> minute), Kayinda (55<sup>e</sup> minute) et Apanda (85<sup>e</sup> minute) ont été les buteuses de Bafana Bafana. La



Bafana Bafana et DCMP Bikira avant le coup d'envoi de la finale de la 10<sup>e</sup> Coupe du Congo de football féminin

ministre du Genre, Famille et Enfant, Chantal Safu Kasungi a remis le trophée de vainqueur au club champion, alors que le ministre des Sports, Papy Nyango, a disposé d'un chèque de cinq mille dollars américains à Bafana Bafana. Le club finaliste malheureux, DCMP/Bikira a reçu des mains du ministre chargé des relations avec le Parlement, Jean-Pierre Lisanga Bonganga, un chèque de trois mille cinq cents dollars américains, qui

a également donné un chèque de mille cinq cents dollars américains à Attaque Sans Recul, troisième de la 10<sup>e</sup> édition de la Coupe du Congo de football. La palme de la meilleure joueuse du tournoi est revenue à Nicole Rehema de l'Étoile du Matin de Bukavu, alors que Kayinda Banza a fini meilleur buteuse avec huit réalisations.

Pour accéder en finale, rappelons-le, Bafana Bafana s'était débarrassée du club

Attaque Sans Recul de Mbuji-Mayi en demi-finale aux tirs au but (6-5) après une égalité de deux buts partout à la fin du temps réglementaire. DCMP/Bikira, pour sa part, s'était hissé en finale en disposant de l'équipe championne de l'édition précédente Étoile du Matin du Bukavu par six buts à deux. Bafana Bafana succède donc à Attaque Sans Recul qui a battu, en petite finale, de l'Étoile du Matin de Bukavu par la cinglante

marque de quatre buts à un, avec les réalisations de Basadi (38<sup>e</sup>, 56<sup>e</sup> et 68<sup>e</sup> minutes) et Mawete (64<sup>e</sup> minute).

Amani a sauvé l'honneur pour Étoile du Matin à la 20<sup>e</sup> minute. Bafana Bafana, DCMP/Bikira, Attaque Sans Recul, Étoile du Matin, JS Okapi, FCF Gora, JS Kolwezi, MCF Bilenge, FC Ituri et ASR sont les dix clubs qui ont finalement pris part à cette compétition.

**Martin Enyimo**

53<sup>e</sup> COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

## FC MK et RCK s'accrochent, Lupopo bat Dauphin Noir, Vutuka domine Rangers

**La phase finale de la Coupe du Congo de football 2017 est fortement disputée au stade Joseph Kabila Kabange de Kindu dans la province du Maniema, avec des oppositions âpres dans les deux groupes de cette compétition. Après avoir écopé d'un forfait en première journée pour absence à l'heure du coup d'envoi, Vutuka de Kikwit se relance directement avec un précieux succès...**

La deuxième journée de la phase finale de la Coupe du Congo de football a vécu le samedi 8 et dimanche 9 juillet au stade Joseph-Kabila-Kabange de Kindu dans la province du Maniema. Dans le groupe B, le FC MK et le Racing Club de Kinshasa ont été à forces égales, le dimanche, se quittant sur le score de parité d'un but partout Junior Wane Leba a ouvert la marque pour FC MK à la 6<sup>e</sup> minute, signant son troisième au cours de ce tournoi après le doublé gagnant contre le FC Saint-Eloi Lupopo en première journée. Mais Ntumba Libanza a égalisé pour Racing Club de Kinshasa à la 30<sup>e</sup> minute, inscrivant son deuxième but dans ce tournoi.

Après sa défaite de la première journée, le FC Saint-Eloi Lupopo s'est ressaisi en battant au forceps l'AS Dauphin Noir de Goma par quatre buts à trois, avec les buts de Ngongelwa (20<sup>e</sup> minute), Kayembe (34<sup>e</sup> et 41<sup>e</sup> minute) pour Lupopo. Le buteur de Dauphin Noir, César Manzoki, a encore sévi une fois de plus, malgré la défaite de son équipe. Les Cheminots de Lubumbashi menaient jusqu'à quatre buts à un, avant d'encaisser deux buts et finir la partie sous une forte pression adverse. Mais ils ont réussi à préserver leur avance au tableau d'affichage.

Le samedi 8 juillet dans le groupe A, Maniema Union, devant son public du stade Joseph-Kabila de Kindu, a difficilement battu US Panda par un but à zéro. Aloma Kashinde a inscrit l'unique but de la partie à la 76<sup>e</sup> minute. Le club venu de Likasi dans le Grand Katanga a fini la partie à neuf après l'expulsion de deux joueurs. En match de groupe B, reporté pour le lundi 10 juillet, l'AS Vutuka, qui a finalement pu rejoindre Kindu après avoir écopé d'un forfait en première journée, s'est imposé face à l'AC Rangers de Kinshasa par trois buts à deux. Le club de Kikwit effectue une belle entrée en la matière avec cette victoire, préservant encore des chances de se qualifier pour la suite de la compétition.

**M.E.**

LE COURRIER DE KINSHASA  
www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!  
RECRUTEMENT

Distribuez nos produits &  
Gagnez de l'argent

FILLES  
JEUNES ET DYNAMIQUES  
rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

Immeuble ex FORESCOM, 1er niveau  
Avenue des Douanes n°4  
Kinshasa, Gombe - RDC

## RDC

## Libération d'un homme d'affaires indien enlevé à Kinshasa

**La police congolaise a annoncé lundi à Kinshasa avoir libéré un homme d'affaires indien 19 jours après son enlèvement dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC) par un réseau de kidnappeurs de plusieurs nationalités.**

Hermnani Ritesh a été «libéré d'une prise d'otage orchestré par un réseau de ravisseurs» constitué de quatre hommes, savoir un Namibien, un Mozambicain, un Camerounais et un Congolais, a déclaré le colonel Rombaut-Pierrot Mwanamputu, porte-parole de la police au cours d'une conférence de presse. M. Ritesh, responsable d'une agence de voyages en RDC, a été enlevé le 20 juin et libéré le 8 juillet par les forces de l'ordre après la «fuite» de ses ravisseurs, a ajouté le colonel Mwanamputu. Les

ravisseurs exigeaient une «rançon de deux millions de dollars pour sa libération». «C'est la première fois à Kinshasa que cette tendance au kidnapping» avec demande de rançon a lieu, a dit le colonel Mwanamputu.

Trois personnes ont été arrêtés, «les enquêtes se poursuivent, d'autres complices étant en cavale», a expliqué l'officier. Le chargé d'affaires de l'ambassade de l'Inde en RDC a salué une «action rapide et coordonnée» des forces de sécurité congolaises ayant conduit «à une fin heureuse» de cette affaire. Le diplomate indien a cependant souhaité que les autres complices soient «arrêtés rapidement». Les enlèvements des Congolais et des étrangers sont plutôt fréquents dans l'est de la RDC, déchiré par des conflits armés depuis plus de vingt ans.

AFP



Présentation en public d'Hermnani Ritesh

## EST DE LA RDC

## Les miniers dans l'expectative

**Les effets de la recrudescence de l'insécurité se font déjà ressentir dans l'est de la RDC, avec l'arrêt aujourd'hui confirmé par des sources autorisées des activités de la société canadienne Banro autour de la mine d'or de Namoya. Par ailleurs, l'on a appris le début de l'évacuation du personnel et même des équipements miniers jusqu'à l'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone.**

La raison de l'arrêt est liée aux combats qui ont repris entre les Forces armées de la RDC (Fardc) et les groupes armés. La proximité des hostilités au corridor d'approvisionnement et de ses connexions ont justifié cette mesure préventive de suspension des activités et bien entendu l'évacuation temporaire du personnel. La société elle-même a confirmé cette décision dans un communiqué publié récemment. La situation sécuritaire reste globalement préoccupante dans la région. L'on signale, par exemple, des tirs nourris qui se sont abattus sur une vingtaine de camions de la société qui se sont retrouvés pris au piège entre les Fardc et les milices Mai Mai dans la province du Sud-Kivu. Pour autant, Banro a réussi à sécuriser ses installations de Namoya avec l'aide des services de sécurité du pays. Par contre, la mine aurifère de Twangiza poursuit normalement ses activités.

Avec la baisse des cours des matières premières, la situation dans les sites miniers du pays est loin d'être encourageante. Beaucoup de sociétés minières dont Banro traversent un moment très difficile. Citant une autorité congolaise, une journaliste belge, Collette Braeckman, a fait état des résultats financiers non atteints par Banro. Elle est allée plus loin en évoquant une lourde dette de la société auprès de l'État congolais et une véritable tension sociale qui couve avec les villageois en colère à cause des conséquences néfastes de l'exploitation minière sur leur environnement.

Laurent Essolomwa

**Vous venez de perdre un être cher et vous souhaitez utiliser notre quotidien pour le faire savoir à vos proches**

LES DEPECHE DE BRAZZAVILLE  
BUREAU D'INFORMATION L'AFRIQUE CENTRALE

Une équipe de professionnels est à votre disposition  
Tél: +242 05 532 0109  
E-mail: regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville

**IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO**

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMERIQUE SERIGRAPHIE PELLICULAGE BOS CARRE COLLE CONCEPTION GRAPHIQUE

**UNE LARGE GAMME DE PRODUITS**

**PRESSE**  
Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux

**OFFSET**  
Chemises à robot  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

Cherises à robot  
Magazines  
Cartes de visite  
Dépliants  
Livres  
Calendriers  
Flyers Affiches

84, boulevard Denis-Sassou N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo

+242 05 532 0109  
+242 05 629 1317  
imp.bc@ediac-congo.com

## INTERVIEW. FREDY MASSAMBA

## « Je suis un militant de cette Afrique »

Son deuxième concert livré le 24 juin à Kinshasa, le chanteur originaire du Congo-Brazzaville vivant en Belgique l'a vécu comme un moment exceptionnel, à l'instar du premier à l'inauguration du Théâtre de Verdure. Il était réjoui de voir le public chanter ses morceaux en chœur et sortir les téléphones qui pour filmer, qui pour immortaliser le moment avec un selfie. Dans cet entretien exclusif accordé au Courrier de Kinshasa, il parle de son répertoire à travers quelques morceaux joués à la soirée de Guez Arena question de mieux se faire connaître au public kinois.

**Le Courrier de Kinshasa : Pour ceux qui ne vous connaissent pas, comment devrait-on vous présenter ?**

**Fredy Massamba :** Je suis un musicien et chanteur qui fait de l'afro-soul. Dans mon premier album Ethnophony apparaît le côté ethnique avec ma langue et tout ce que je connais, j'y ramène aussi les sons pygmées, les musiques phoniques. Je travaille le côté son, je suis un artiste tout simplement.

**L.C.K. : À la fin de la chanson Bidilu-bio vous avez dit « voilà ma prière ». Comment devrait-on comprendre cela ?**

**F.M. :** Il y a un bon moment que le Congo vit des moments difficiles. Même les médias étrangers semblent fermer les yeux face à ce massacre à ciel ouvert qui se passe à Beni, au Kasai, à Goma ou encore dans nos villages. C'est tout de même étonnant alors qu'il y a justement la Monusco avec le contingent le plus important des casques bleus au monde qui se garde d'intervenir cela vous reste dans la gorge. C'est une sorte de colère que l'on ressent. Le seul moment où il nous est donné de le crier haut et fort afin que les gens le comprennent et écoutent, c'est en prenant la plume pour écrire un morceau pour ses femmes et ses enfants violés mais aussi pour ces jeunes emprisonnés pourtant innocents et font la prison à la place de ceux qui méritent d'y être. C'est inacceptable. Pour moi, c'est capital d'en parler, de tirer la sonnette d'alarme.

**L.C.K. : Pouvez-vous nous offrir une lecture succincte des morceaux joués ce soir ? Quel est l'essentiel du message que l'on peut retenir de Destiny ?**

**F.M. :** Destiny fait référence à cette génération dont je fais partie. J'ai vu tous ces jeunes qui,



Fredy Massamba

avant la guerre à Brazzaville en 1998, avaient envie de rester au pays et ne pensaient pas bouger. Mais quand la guerre s'est déclenchée, ils ont été obligés à parcourir plusieurs kilomètres pour arriver au Bénin, En Europe, etc. Certains sont partis au Sénégal, au Mali, ... tout un destin totalement piétiné, un rêve totalement coupé dans son élan. Notre destin était unique, rester au pays, y monter nos affaires. Aujourd'hui, Dieu a fait en sorte que la vie a repris, si je puis le dire ainsi. Le destin de chacun est important lorsque tu prends ta destinée en main et que tu as

une direction à suivre, fais-le. Sois le maître de ton destin.

**L.C.K. : Et si, comme le dit l'adage, à quelque chose malheur est bon... , au bout du compte, partir vous a ouvert d'autres voies, un autre horizon ?**

**F.M. :** Cela fait partie du destin, c'est certain mais cela s'accompagne de la foi que nous avons eue de ne pas baisser les bras. Nous sommes partis nombreux en Europe. Beaucoup ont abandonné la musique et se sont lancés dans autre chose, seul Dieu sait où il m'a mené jusqu'ici. C'est un nouveau destin, oui

mais porté avant tout par la patience, la foi et l'amour en soi. Je n'ai pas quitté ma langue car je chante dans les langues du pays. Je discute tout le temps avec mes amis à Brazzaville, à Kinshasa, au Gabon, au Sénégal, au Mali, en Guinée, l'Afrique est en moi. Je vis en Europe mais mon âme est en Afrique. C'est un destin accompagné de beaucoup de choses et de bonnes vibrations.

**L.C.K. : Votre second album a pour titre Makasi, peut-on savoir à quoi il renvoie ?**

**F.M. :** Makasi est un mot lingala, langue parlée dans les deux Congo, qui veut dire la force ou la puissance. Je viens du Congo-Brazzaville mais la RDC, le Congo-Kinshasa, est le pays du léopard, ngo. Kongo est formé des mots Ko et ngo. Ko, dans ma langue, en kilari, veut dire chez. Au Congo, c'est donc « Chez le léopard », ce n'est donc pas par hasard que Mobutu avait sa toque en peau de léopard. Et ce qui définit le ngo, c'est sa force ou sa puissance, Makasi. Et donc pour en revenir à mon opus, le dernier jour où nous faisons son écoute au studio pour tout finaliser avec des professionnels, le mot qui revenait à toutes les bouches c'était « Album oyo eza makasi » (cet album est fort ou puissant). Ainsi, je me suis dit je vais tout simplement l'appeler Makasi.

**L.C.K. : Y a-t-il un titre de Makasi qui revêt un sens particulier? lequel ? Et pourquoi ?**

**F.M. :** Il y a un, plutôt deux morceaux qui me parlent beaucoup. Unity où je cite les noms des pays. Je me suis inspiré de la chanson Le Bucheron de Franklin Boukaka qu'avait composée Manu Dibango. C'est ainsi que j'ai fait un morceau où je cite tous les pays du monde. Et pour le deuxième morceau qui me tient à cœur, je m'étais dit l'on ne va pas tout le temps pleurer dans un album, être dur avec les mots. Je voulais juste que l'on soit dans une ambiance de joie, d'où Nkembo. « Ku Mavoula bilumbu nionso nkembo », (À Mavoula c'est la joie tous les jours, à Kinshasa, c'est la joie tous les jours). C'était important pour moi, car quoique l'Afrique ou le Congo vive des moments très difficiles, ce qui est capital c'est la joie de vivre des gens, le sourire. Heureusement que nous l'avons. Cela veut dire que malgré tout, « Nkembo eza na kati » (la joie demeure).

**L.C.K. : Une phrase revenait souvent dans le dernier morceau chanté ce soir : Comment doit-on comprendre cela ?**

**F.M. :** Je disais : « Tokobanga te, tokokima te, tokokufa te, toza se na se » (Nous n'avons pas peur,

nous ne fuirons pas, nous ne mourons pas, nous sommes juste à terre). Dans ce morceau, j'insiste sur le fait que nous n'avons plus peur de quoi que ce soit. Il y a une autre génération qui arrive, elle a le droit d'avoir sa place que ce soit au niveau de l'éducation, la science, la technologie, etc. L'on a toujours l'impression que les politiques veulent s'affronter avec elle. Quoiqu'ils soient d'une certaine génération, ils veulent toujours tester les jeunes. C'est une sorte de cri comme pour leur dire que nous n'avons pas peur. Nous allons continuer à croire en notre destin, en notre pays et à la prospérité du lendemain.

**L.C.K. : Dans vos deux albums, il est toujours question de l'Afrique que vous portez toujours dans votre âme comme vous le dites mais votre discours est aussi très revendicatif. Peut-on dire que vous êtes un artiste engagé ?**

**F.M. :** Non, je suis totalement apolitique. Je n'ai vraiment pas d'amis politiques. Par contre, je suis un militant de cette Afrique, je suis un panafricain. Je sais d'où je viens. Je sais où sont nés mon père et ma mère. Je connais l'histoire de la division de l'Afrique à Berlin, etc. La seule chose c'est que j'essaie d'être vrai avec moi-même, avoir un discours qui est cohérent avec ma personne. J'ai vécu des moments très difficiles, j'ai connu la fuite, fait de longues marches, etc., je ne peux pas me présenter autrement qu'avec l'image que j'ai de moi-même. C'est important pour moi de dire que je suis du peuple et que je serais avec le peuple. Et s'il y a des choses à dire, nous le dirons sans fusil et dans l'amour pour pouvoir construire l'Afrique dans la prospérité.

**L.C.K. : Avec deux albums bien accueillis par les mélomanes, l'on peut dire que la carrière solo vous réussit... Quel est votre projet à venir, un troisième opus bientôt en route ?**

**F.M. :** C'est vrai que je tourne avec mon premier album Ethnophony sorti en 2010, et Makasi lancé entre fin 2013 et début 2014, j'ai monté un répertoire là-dessus. Depuis lors jusque maintenant en 2017, je l'ai revisité à ma sauce, j'y ai rajouté des choses. À côté de cela, il y a le Nzimbu project avec « Papa Ray » (Ray Lema), Ballou Canta et Rodrigo qui tourne aussi beaucoup. Et entre-temps, je suis dans un projet sur le Requiem de Mozart à Bruxelles avec Rodriguez pour 2018. Nous avons déjà 108 dates à jouer. Mais je reste toujours dans la production, je travaille sur le prochain album, je ne sais pas encore quand il va sortir.

Propos recueillis par Nioni Masela



Fredy Massamba sur la scène de Guez Arena

## FOOTBALL-TRANSFERTS

## Kakuta, Mpoku, Manga, Moke changent de clubs

**C'est la période du mercato d'été, et naturellement l'on enregistre des mouvements des joueurs qui changent de clubs ou renouvellent leurs contrats de transfert. Il y a également des rumeurs sur d'éventuels transferts.**

Du côté des joueurs RD-congolais de souche, ça bouge. Notons qu'après son transfert avorté à Olympiakos en Grèce, l'attaquant international Dieumerci Mbokani est rentré à Dynamo Kiev en

mation égyptienne de Wadi Degla entraîné par l'ancienne star du football égyptien Ahmed Hossam « Mido ». Manga ne semblait plus rentrer dans le dispositif de l'entraîneur ivoirien du club orange de Kinshasa, François Guehi, qui lui a préféré à l'attaquant malien Lamine Diawara.

Ayant récemment porté son choix pour la RDC alors que la Suisse voulait l'avoir, l'attaquant Chadrac Akolo a quitté Sion pour le VfB Stuttgart, club à nouveau promu en Bundesliga (D1 alle-



Paul-José Mpoku

ment jouer mon rôle pour que nous puissions avoir une bonne saison », a déclaré le futur Léopard de la RDC après sa signature pour le club germanique. Un autre international, Jacques Maghoma, en fin de contrat avec Birmingham City (Championship anglaise) est convoité par une autre formation de la même D2 anglaise, le Derby County, d'après la presse anglaise. Le natif de Lubumbashi, qui a disputé 27 matchs dont 20 titularisations et trois buts marqués, a eu des pépins physiques qui l'ont un tantinet affaibli pendant un moment au cours de la saison passée.

Le néo-international congolais Wilfried Moke a aussi été en mou-

vement, quittant Steau Bucarest en Roumanie pour Konyaspor en D1 turc. À ce sujet, le milieu défensif natif de Kinshasa a indiqué : « Je vais avoir l'occasion de voir l'avenir de l'équipe. Je suis très excité. Nous jouerons le championnat avec l'objectif d'aller chercher une place européenne, ce qui me rend heureux. Prendre la décision de venir ici était très important pour moi. Tout va être génial. Comme l'année dernière, je suis sûr que les choses seront encore plus belles cette année. Je veux soutenir mon équipe et je ferai de mon mieux. Ne vous inquiétez pas, cette année, nous allons remporter des victoires très importantes ».

Un autre néo-international, Britt Assombalonga de Nottingham Forest en D2 anglaise intéresse son club formateur, Watford en Premier League anglaise, indique le site sportif anglais Hertfordshiremercury.co.uk. Le fils de l'ancien international Assombalonga de Bilima de Kinshasa (actuel Dragons) est aussi sur les tablettes de Burnley FC (D1 Angleterre), Middlesbrough (D2 Angleterre) et Wolverhampton Wanderers (D2 Angleterre). Et Nottingham Forest a fixé son bond de sortie à 15 millions de Livres Sterling. Et l'on apprend que Middlesbrough qui vient d'être relégué en Championship était prêt à verser ce montant. Les négociations piétineraient.

Le jeune milieu offensif franco-congolais Christopher Nkunku (19 ans) pourrait quitter le Paris-Saint-Germain, afin d'aller du temps de jeu. Il a joué 8 matchs, avec 5 titularisations. Selon la Gazzetta Dello Sport, son profil intéresse la Fiorentina en Italie.

L'attaquant Anatole Ngamukol est tombé d'accord avec le Stade Reims (L2 France) pour deux ans. Le franco-congolais quitte donc du Red Star (relégué en National) pour retrouver son club formateur la Ligue 2, lui qui a également joué en Espagne et en Suisse.

Il a fait deux saisons avec Red Star. Et l'année dernière, il a marqué 7 buts en 36 matches la saison dernière en L2 française. Le gardien de but Nicaise Kudimbana est sur le point de changer d'air. En manque du temps de jeu à Antwerp (14 titularisations la saison dernière), club qui vient d'être promu en Jupiler Pro League (D1 Belge), le portier international RD-congolais pourrait se diriger vers l'Union Saint-Gilloise (D2 Belge). Selon Voetbalnieuws.be, il est en concurrence avec le gardien de but ivoirien Kopa Barry, sans club depuis son départ de Lokeren.

Nicaise Kudimbana

Martin Engimo



Kakuta

Ukraine. Ceci, après deux saisons en Premier League anglaise, notamment des prêts à Norwich City et Hull City. Appartenant au club chinois de Hebei China Fortune, Gaël Kakuta a signé pour trois à Amiens, a annoncé Footmercato.fr, après un passage mitigé au Deportivo La Corogne où il avait été prêté. Certainement que Kakuta a fait des concessions financières en optant pour aller Amiens qui vient d'accéder en L2, il percevait une bagatelle somme de quatre millions d'euros par an avec Hebei China Fortune.

Gaël Kakuta n'est pas seul à retourner dans son jardin d'enfance, son coéquipier en sélection RD-congolaise, Paul-José Mpoku est rentrée au Standard de Liège son club formateur en Belgique. Parti de chez les Rouches il y a quelque temps pour l'Italie où il a évolué Cagliari et à Chievo, Mpoku a été sociétaire de Panathinaïkos en Grèce au cours de la saison 2016-2017. Après une belle saison, Polo rentre donc en Belgique, et retrouver la chaleur du stade de Sclessin et le Standard pour lequel il a inscrit 28 buts en 121 matchs. Polo va donc évoluer avec trois autres Congolais, le défenseur central Christian Luyindama, le milieu défensif Merveille Bope Bokadi et le milieu offensif Dieumerci Ndongala. Mais l'attaquant Jonathan Bolingi a été, pour sa part, à l'Excelsior Mouscron où il devrait retrouver du temps de jeu après un passage difficile chez les Rouches.

Après avoir marqué les esprits à Kinshasa, l'attaquant Roddy Manga Dianzenza, alias Sissoko, du FC Renaissance du Congo vient de signer au sein de la for-

mande). « J'ai eu des moments très agréables et fructueux en Suisse, dont je suis très reconnaissant. Maintenant, je suis impatient de relever le défi en Bundesliga et dans mon nouveau club, Stuttgart. J'ai hâte de connaître mes nouveaux coéquipiers au stage de préparation qui arrive et, au cours des prochaines semaines et des mois. Je compte pleine-





## L'actualité de la Centrafrique

Plus de 25 milliards Francs CFA pour la réhabilitation des pistes rurales

15.000 Km de pistes rurales seront réhabilités grâce à un financement de la Banque mondiale. Le coût est estimé à hauteur de 45 millions de dollars soit environ 25.825.000.000 Francs CFA.

« Depuis 4 ans, nous n'avons pas intervenu en province. Les routes sont actuellement dans un état de dégradation très avancée. Avec le retour à l'ordre constitutionnel, nous essayons de reprendre la réhabilitation ou la remise à niveau de ses routes », a indiqué le directeur général de la Planification, du suivi et évaluation et prospectives au ministère des Transports, de l'aviation civile et de l'équipement, Alain Guy Kamégba-Bafounga.

Une programmation est en cours pour attaquer ces travaux, « avec les bailleurs de fonds qui nous appuient, nous allons faire des programmations annuelles et triennales pour essayer de joindre les deux bouts. Nos priorités pour l'instant concernent les routes en terre. Il faut d'abord rendre ses routes carrossables avant de penser à leurs revêtements », a-t-il projeté.

Le réseau routier centrafricain est à 25 000 Km et est constitué des routes nationales, des routes régionales et des pistes rurales qui représentent à elles seules 15 000 Km. « En réhabilitant ses routes nationales, nous allons passer aux greffages de ses pistes rurales qui vont faciliter le circuit de commercialisation », a-t-il ajouté.

Une convention a été signée entre la Banque mondiale et la République Centrafricaine, concernant le bitumage de l'axe Baoro-Bouar dont le financement est déjà disponible. « Le marché est déjà lancé, nous attendons l'acquisition. L'enveloppe de 25.825 000.000 Franc CFA concerne les pistes rurales plus précisément dans la Ouaka, la Nana-Mambéré, l'Ouham et l'Ouham-Pendé », précise Alain Guy Kamégba-Bafounga.

Les routes sont très dégradées en Centrafrique. L'insécurité dans l'arrière-pays ainsi que le manque de financement ne permettent pas de faire des travaux.

### REPRISE TIMIDE DE TRAVAIL À BOZOUIM

Après sept jours d'arrêt, les activités dans l'administration publique ont repris à Bozoum. Cet arrêt de travail d'une semaine fait suite à la situation de désarmement forcé des gendarmes de cette localité, la semaine passée par un groupe d'Anti-Balaka.

La reprise est timide, car certains services publics n'ont pas encore ouvert leurs portes. Les autorités locales sont en train de mener des actions auprès des fonctionnaires encore réticents, à retrouver le chemin de l'administration publique. Jusqu'alors les gendarmes n'ont toujours pas repris leurs postes de contrôle aux portes de la ville.

Les fonctionnaires de cette localité avaient décidé le mercredi dernier de l'arrêt de travail pour exprimer leur mécontentement après le désarmement des gendarmes.

### HRW RECOMMANDE PLUS D'ATTENTION SUR LA COUR PÉNALE SPÉCIALE

L'ONG internationale Human Rights Watch (HRW) a dans son rapport de Juillet 2017 formulé des recommandations pour renforcer le soutien particulier à la Cour pénale spéciale dont certains de ses membres viennent de prêter serment à Bangui.

Le rapport intitulé, « meurtres impunis, crimes de guerres, crimes contre l'humanité et la Cour pénale spéciale » a documenté les crimes entre fin 2014 et Avril 2017. Ce rapport intervient dans un contexte où plusieurs personnalités politiques et responsables des groupes politico-militaires rejettent l'idée de la mise en place rapide de cette juridiction hybride, la Cour pénale spéciale pour juger les présumés auteurs des crimes.

Cette organisation recommande une attention particulière de la part du gouvernement centrafricain, des partenaires et bien d'autres afin de soutenir la Cour pénale spéciale. « Il faut renforcer l'attention et le soutien apportés à la Cour pénale spéciale (CPS) récemment créée, qui offre une chance unique pour que les responsables de ces crimes graves soient tenus de rendre des comptes. Toutefois, pour être efficace, la CPS exige un engagement soutenu de la part du gouvernement du président Faustin-Archange Touadera, ainsi qu'un soutien pratique, politique et financier de la part des Nations unies, aussi des gouvernements individuels, notamment pour la protection des témoins et la sécurité du personnel judiciaire », peut-on lire dans ce document. Dans ce rapport publié le 05 juillet dernier, l'ONG a demandé au Parlement d'accepter de lever l'immunité de tout membre impliqué dans les exactions. Au moins 566 civils au cours d'attaques entre novembre 2014 et avril 2017, ainsi que la mort de 144 personnes dans la brousse ont été documentés dans ce rapport. Pendant ce temps, des groupes armés ont détruit au moins 4. 207 maisons.

Josiane Mambou Loukoula et RJDH

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

# Les pays producteurs de pétrole défendent l'utilité de l'or noir

**Le 22<sup>e</sup> Congrès mondial du pétrole organisé du 9 au 13 juillet à Istanbul (Turquie) a déjà permis aux pays producteurs de pétrole de reconnaître l'adaptation à la transition énergétique, tout en défendant les hydrocarbures qui, d'après eux sont les seules capables d'alimenter la croissance économique mondiale**

Estimant que le pétrole favorise de nos jours la croissance dans les pays émergents, l'industrie pétrolière mondiale a souligné à cette occasion que la transition énergétique ne réussira pas uniquement en délaissant l'exploitation des hydrocarbures. « Cette transition vers un monde moins émetteur de gaz à effet de serre ne se présentera pas sous la forme d'une solution, mais impliquera différents parcours, en fonction des besoins de chaque pays », a affirmé le PDG de Shell, Ben van Beurden. « Trop souvent, la transition énergétique est considérée du point de vue des Européens ou des Nord-Américains (...) mais la réalité démographique montre que ce n'est pas suffisant de se concentrer sur ces régions », a estimé le patron de Shell. Il a cité à titre d'exemple l'Afrique et l'Asie qui vont concentrer la majeure partie des 3,6 milliards d'habitants supplémentaires attendus dans le monde d'ici la fin du siècle.

Pour lui, « ces pays en croissance auront encore besoin d'hydrocarbures pour développer leurs industries » parce que les secteurs comme la sidérurgie, le ciment ou la chimie, ne peuvent pas se passer de la quantité d'énergie que produisent les hydrocarbures. Par ces mots, cet Anglo-néerlandais résumait le message que les acteurs mondiaux des

**« Cette transition vers un monde moins émetteur de gaz à effet de serre ne se présentera pas sous la forme d'une solution, mais impliquera différents parcours, en fonction des besoins de chaque pays »,**

hydrocarbures voulaient transmettre à la communauté internationale. Et cela, même si les experts et les ONG environnementales estiment qu'il faudra laisser dans le sous-sol des réserves d'hydrocarbures pour lutter contre le réchauffement climatique. Si les pays développés misent sur les énergies renouvelables pour une bonne transition énergétique, il faut signaler que le pétrole reste la première énergie consommée dans le monde, notamment du fait de sa domination comme carburant. D'ailleurs, dans de nombreux pays, les

énergies renouvelables, dont le solaire, sont devenues aussi peu cher que le gaz ou le charbon, malgré la chute de l'or noir ces deux dernières années. « Aujourd'hui, face aux critiques sur les émissions de gaz à effet de serre issues de l'exploitation des hydrocarbures, les industriels avancent des progrès technologiques pour réduire leurs impacts », a indiqué Damen Woods, le PDG d'ExxonMobil. « Cela se fait via la capture et le stockage du CO<sub>2</sub> même si l'équilibre économique est encore loin d'être trouvé »

Le 22<sup>e</sup> Congrès mondial du pétrole se tient alors que les prix du pétrole et du gaz peinent toujours à remonter malgré l'action des pays producteurs de pétrole (Opep). Il y a trois ans, la précédente édition s'était tenue au moment où le baril du pétrole coûtait 100 dollars. C'était juste avant la chute brutale des cours plombés par le boom des hydrocarbures de schiste aux Etats-Unis. Ces derniers temps, l'ambiance est très différente puisque les prix du brut se maintiennent durablement sous les 50 dollars le baril, mettant sous pression les compagnies pétrolières et la plupart des pays producteurs très dépendants de la manne des hydrocarbures comme c'est le cas des pays de la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale.

Nestor N'Gampoula

## BRÈVES

### SÉNÉGAL

Abdoulaye Wade, 91 ans, est arrivé à Dakar pour participer à la campagne des élections législatives du 30 juillet. Il conduit une liste d'opposition aux législatives, avec une coalition menée par le PDS, dont il est toujours le chef. Une autre tête de liste de l'opposition, le maire de Dakar, Khalifa Sall, est en détention provisoire depuis le 7 mars pour détournement présumé de fonds publics. Dissident du Parti socialiste (PS), membre de la coalition au pouvoir, M. Sall est contraint de faire campagne de sa cellule. Ouverte dimanche, la campagne électorale va durer jusqu'au 28 juillet, avec la participation d'un nombre record de 47 listes, contre 24 en 2012.

### AFRIQUE DE L'OUEST

Des start-ups tentent de proposer des remèdes pratiques à travers « une pharmacie virtuelle », pour lutter contre les médicaments périmés ou contrefaits qui mettent en danger la santé de millions de personnes. « JokkoSanté », qui en est encore au stade pilote, facilite la collecte des médicaments superflus, en échange de points bonus qui permettront à ses usagers - quelque 1.500 pour l'instant - de se procurer ceux dont ils ont besoin. L'application est utilisée par les hôpitaux, les pharmacies et les centres de santé qui réceptionnent les produits collectés. Par un compte sur leur téléphone portable, les utilisateurs peuvent ensuite dépenser leurs points pour effectuer de nouveaux achats. Pour ceux qui ont du mal à payer, JokkoSanté a mis en place un système de parrainage par de grandes entreprises qui leur donne accès à des médicaments gratuits.

### NIGER

Les maires de six villes moyennes ont été relevés de leurs fonctions pour des cas de malversations avérées et révélées lors d'une dizaine d'inspections de contrôle. Le Conseil municipal de la ville de Bilma a été carrément « dissout ». Au nombre des fautes commises par les maires : la non-tenue régulière des assises municipales, des détournements de fonds publics, des passations illégales

de marchés publics, des ventes illégales de terrains ou des dépenses sans justificatifs. Dans une des mairies, le total des recettes budgétaires est de zéro franc en 2015 et 2016. Ces mesures de révocation visent à sauvegarder les intérêts des collectivités de la mauvaise gestion de leurs responsables. Les contrôles vont se poursuivre dans plus de 200 autres mairies du pays.

### TCHAD

Le gouvernement a revu à la hausse le prix de la délivrance de la carte d'identité, compte tenu de la crise financière. Suspendu depuis 2016 par manque de matériel adéquat, le service technique et d'identité civile est redevenu opérationnel courant mai. Le prix de la carte d'identité est passé de 4 000 à 10 000 francs CFA pour les 90 000 Tchadiens possédant des papiers d'identité arrivant à expiration. Ce prix officiel a été publié dans le budget général de l'Etat 2017. Le Collectif tchadien contre la vie chère, une organisation de la société, menace de saisir les juridictions compétentes pour demander réparation. Les agences des Nations unies ont également versé sur la base du prix officiel, plus de 25 millions de francs CFA au Trésor public pour permettre aux déplacés et réfugiés tchadiens, de retourner au pays, d'avoir accès à cette carte.

### ANGOLA

La compagnie aérienne Emirates a annoncé avoir mis un terme à son partenariat avec son homologue nationale angolaise TAAG en raison d'un différend récurrent sur le rapatriement de ses recettes depuis le pays pétrolier africain en crise. Le transporteur aérien basé à Dubaï a également fait savoir qu'il réduisait de cinq à trois le nombre de ses liaisons hebdomadaires entre son hub et Luanda. Emirates dessert la capitale angolaise depuis 2009 et a assuré depuis 2014 la gestion de la compagnie TAAG. Plusieurs compagnies aériennes se sont récemment plaintes de difficultés similaires, dues au manque de devises étrangères.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Emmanuel Macron annonce un sommet le 12 décembre prochain

Le président français Emmanuel Macron a annoncé l'organisation d'un nouveau sommet sur la lutte contre le réchauffement climatique.

« Le 12 décembre prochain, deux ans après l'entrée en vigueur de l'accord de Paris, je réunirai un nouveau sommet afin de prendre de nouvelles actions pour le climat, notamment sur le plan financier », a-t-il déclaré lors de sa conférence de presse de clôture du sommet du G20.

Emmanuel Macron a également annoncé « prendre acte » de la sortie des États-Unis de l'accord de Paris même s'il espère encore « convaincre » son homologue américain Donald Trump de revoir sa position sur cette question environnementale. Le ministre français de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, juge que « les choses ne sont jamais définitives, il ne faut pas sous-estimer les mouvements de fond aux États-Unis », au sujet du retrait des États-Unis. Il n'est pas catégorique sur la présence de la délégation américaine à cet événement. « On le verra (...). On va lancer un certain nombre d'invitations », a-t-il érudé.

Mais c'est en Emmanuel Macron que Nicolas Hulot place sa confiance pour tenter de faire changer d'avis Donald Trump. « Essayons plutôt de tendre la main et de continuer le dialogue avec ceux avec qui on a quelques divergences. C'est peut-être beaucoup plus habile qu'une réaction-réflexe », a-t-il dit.

## Les six grandes mesures



## du « plan climat » de Nicolas Hulot

Le « plan climat » de Nicolas Hulot visait à rendre « irréversible » l'accord signé à Paris en décembre 2015 et faire en sorte que la France « prenne sa part et le leadership dans le changement climatique ».

- 1- Une augmentation de 40% de la taxe carbone avec l'horizon 2050 pour arriver à une « neutralité carbone »
- 2- La fin de la vente des voitures diesel et essence dès 2040, un objectif « lourd », notamment pour les constructeurs automobiles
- 3- Une taxe européenne sur les transactions financières. Son

produit serait de l'ordre de 20 milliards d'euros annuels, en partie affecté à la transi-

tion énergétique et à l'aide à l'adaptation au changement climatique des pays pauvres

4-Développer les énergies renouvelables. Il faut dire que la France est en retard sur son objectif 2020 de 20% d'énergie renouvelable et la volonté de voir les énergies renouvelables atteindre 32% de la production totale d'énergie d'ici à 2030.

5-Mettre fin au charbon et fermer les centrales françaises d'ici 2022.

6. Éradiquer les « passoires thermiques » (bâtiments mal isolés et consommant trop d'énergie) dans les dix ans à venir.

Noël Ndong

## Abdoulaye Bio Tchane : « L'Afrique doit promouvoir les actions collectives en faveur du climat »

Les pays africains doivent travailler en plus étroite collaboration pour la mise en œuvre des plans d'action climat nationaux de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et pour la mobilisation de financements climatiques, tout en intégrant au mieux l'action climatique dans la planification du développement durable.

C'est la principale conclusion des ministres et des principaux représentants réunis au Forum africain du carbone 2017, à Cotonou, au Bénin. Des professionnels, experts et décideurs politiques, dont des ministres de toute l'Afrique et d'autres participants de haut niveau, se sont réunis à Cotonou pour dresser un bilan et aligner leurs stratégies de mobilisation de ressources financières visant à assurer un développement durable et une réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle du continent.

Le ministre béninois d'Etat chargé du Plan et du développement Abdoulaye Bio Tchane a déclaré : « L'Afrique est le continent le plus touché par les changements climatiques. Deux tiers des Africains vivent de la terre et il est donc primordial que le continent emprunte une voie économique et développementale résiliente au climat ». « En accueillant le Forum africain du carbone autour du thème des actions climatiques collaboratives pour un développement durable, le Bénin démontre non seulement son propre engagement vis-à-vis des plans d'action climat nationaux, mais aussi de manière plus large, l'intérêt de l'Afrique à promouvoir les actions collectives en faveur du climat », a-t-il ajouté.

Les ministres et les autres dirigeants africains ont souligné l'importance de créer un élan qui permettra la transition vers le bas carbone et une plus grande résilience au changement climatique. Ils ont également souligné la nécessité d'établir de nouveaux partenariats afin de renforcer et de stimuler plus encore le développement durable.

La secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Patricia Espinosa, a à son tour déclaré : « L'Afrique connaîtra une croissance effrénée jusqu'au milieu du siècle. Ce n'est pas tout. L'Afrique est l'un des moteurs les plus importants de la croissance mondiale pour les prochaines années. Les Africains sont au cœur de cette croissance. Mais la croissance doit être façonnée en fonction de critères climatiques et relatifs au développement durable. Les contributions déterminées au niveau national de l'Afrique sont des plans permettant d'attirer les investissements du secteur privé et de progresser ».

Précisant que la mise en œuvre de l'Accord de Paris pose « les fondations de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité, alors que la population devrait atteindre 9 milliards de personnes ou plus d'ici 2050. Il s'agit de nourriture, d'eau et d'énergie pour tous. Il s'agit d'emplois décents. Il s'agit de la chape de construction de communautés durables et résilientes, alimentées en énergies propres et renouvelables ».

Le Forum africain du carbone se développe et devient un événement régional d'action climatique qui appuie, en se combinant aux événements de l'Action mondiale pour le climat, les actions menées par les parties prenantes non-gouvernementales (ou non-Parties) en amont de la conférence annuelle des Parties organisée par la CCNUCC.

N.Nd.

## COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

## Congo-Burkina Faso : un esprit de coopération Sud-Sud

Dans la catégorie des coopérations peu institutionnalisées, Charles Nzamba, président de l'association Somwaya, facilite une coopération amicale et fructueuse entre les peuples du Congo et du Burkina Faso.

Le rapprochement Somwaya-Burkina s'est instauré comme une coopération de la société civile ayant son siège à Niou, dans la province du Kourwéogo, au Burkina Faso. Mis en place officiellement en 2003, il renforce les capacités d'entretien du réseau d'investissement en Afrique.

De par ses membres, il fédère les initiatives locales, promeut des activités de solidarité en dehors des programmes étatiques et poursuit la réalisation d'objectifs approuvés internationalement en matière de développement, comprenant notam-



Le Congolais Charles Nzamba (au milieu de notables Burkinabé à Ouagadougou)

ment les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Charles Nzamba se souvient des premiers pas en 1997 à Ouagadougou. « Durant près d'une année, dans l'immeuble « Wong Yendé » en

face du grand marché de la capitale Burkinabé, c'était l'époque de la vente du matériel informatique, de la formation en bureautique et de l'ouverture du cyber-café dont nous avons été les précurseurs au

Burkina Faso », explique-t-il.

« Aujourd'hui, après l'identification des besoins en eau, électricité et éducation de base, l'association mène des programmes d'adduction d'eau, d'élevage et

de campagne de distribution de fournitures scolaires. Pour mieux structurer toutes ces actions, une foire annuelle nommée « fête de Nemnin » a été instaurée », précise Charles Nzamba. Nemnin est à l'origine du nom d'un quartier en devenir de Ouagadougou.

C'est un événement annuel de quatre jours. Entre exposants et visiteurs, des échanges, des animations culturelles et des jeux sont proposés. « L'objectif est de créer le brassage entre les populations autochtones, les commerçants, les autorités et surtout avec les autres peuples », indique le président de l'association, rappelant qu'à la première édition en 2017, les communautés congolaise, béninoise et togolaise étaient invitées. Pour 2018, l'association compte réaliser la foire de façon alternée entre le Burkina et le Congo.

Marie Alfred Ngoma

## BUJUMBURA

## Les experts de la CEEAC planchent sur la validation du Plan stratégique à moyen terme

**Prélude à la réunion du conseil des ministres en charge de l'Economie, des Finances et de la Planification de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui aura lieu le 13 juillet, les experts de cet espace communautaire se sont réunis le 11 juillet à Bujumbura, au Burundi, pour échanger sur le projet de Plan stratégique à moyen terme (PSMT) 2016-2020.**

Au cours de la cérémonie d'ouverture, le secrétaire général adjoint de la CEEAC a précisé l'objectif fondamental et le bien-fondé de la rencontre de Bujumbura en ces termes : « *au moment où notre communauté est engagée dans un processus de réforme institutionnelle, l'objectif principal du Plan stratégique à moyen terme de la CEEAC est de servir d'outil d'aide à la décision et de tracer le cheminement pour atteindre les objectifs définis par la Vision 2025 de la CEEAC.* »

En effet, le PSMT se veut une nouvelle approche programmatique et une nouvelle méthode de travail au sein du secrétariat général qui cible également les ressources et l'action de la CEEAC sur les domaines dans lesquels les avantages comparatifs de la communauté sont les plus spécifiques, et vise à produire des résultats là où l'impact est le plus fort.

Pour l'honorable Tabu Abdallah Manirakiza, la rencontre de Bujumbura n'est qu'une première étape car « *le projet de plan stratégique comporte un plan d'actions prioritaires dont la mise en œuvre vise fondamentalement à consolider et à renforcer l'intégration régionale.* »

Se félicitant de la confiance faite par la

CEEAC au Burundi d'abriter les présentes assises, la représentante du gouvernement Marie Salomé Ndashyamba a rappelé le contexte politique, social et sécuritaire que traverse son pays depuis ces dernières années, situation qui, selon elle, a terni l'image du Burundi dans la région et dans le monde. Elle s'est réjouie des embellies actuellement observées à travers le pays et souhaité que les participants venus d'autres pays servent d'ambassadeurs pour retracer avec fidélité le climat actuel. Elle a également évoqué les principaux enjeux et défis majeurs qui plombent le développement de la Région d'Afrique Centrale, à savoir, l'édification d'un espace de paix et de stabilité, la réalisation d'un espace économique, politique, social intégré, prospère et ouvert, susceptible d'accroître la compétitivité et d'attirer les investissements nationaux et étrangers et le développement des infrastructures et des services en vue de renforcer l'intégration physique et économique de la région et lever les lourdes contraintes à la libre circulation des personnes, des biens et des services.

Après la cérémonie d'ouverture et la mise en place du bureau, les experts sont rentrés dans le vif des travaux sur les questions aussi bien importantes que diverses comme : la présentation du Rapport de l'Atelier Régional tenu à Yaoundé, la présentation de la version finale du projet de Plan stratégique à moyen terme, l'examen du projet de décision portant adoption du PSMT, l'examen du projet de décision portant mise en place du Comité de pilotage du Plan stratégique, et l'examen du projet de décision portant création et organisation de la Cellule de Planification et de coordination du Plan stratégique à moyen terme.

**Yvette Reine Nzaba**

## SOUDAN

## Khartoum attend la levée définitive des sanctions américaines

**Le Soudan espère que Donald Trump prendra la décision de lever définitivement les sanctions imposées depuis deux décennies, bien que des organisations de défense des droits de l'Homme appellent à leur maintien.**

En janvier, l'ex-président américain Barack Obama avait décidé de lever une partie des sanctions économiques imposées à Khartoum en 1997 pour son soutien présumé à des islamistes. Cette décision s'accompagnait d'une période probatoire qui s'achève ce mercredi et qui pourrait déboucher sur la levée totale et définitive des sanctions. Cette décision n'interviendra que si les Américains estiment que le Soudan a suffisamment progressé sur cinq points à savoir : la fin du soutien aux groupes rebelles au Soudan du Sud, la fin des hostilités dans les provinces du Darfour, du Nil-Bleu et du Kordofan-Sud ainsi qu'une coopération avec le renseignement américain dans la lutte contre le terrorisme.

Le président Trump a trois alternatives : lever définitivement les sanctions, étendre la période probatoire ou faire machine arrière en réinstaurant l'embargo. « *Le Soudan ayant réalisé de grands progrès sur ces cinq points, il est maintenant logique que les sanctions soient levées* », a déclaré un responsable du ministère soudanais des Affaires étrangères, Abdelghani Elnaim, alors qu'un rapport de l'ONG Enough Project, basée à Washington souligne que « *L'administration Trump doit reporter sa décision de lever les sanctions contre le Soudan* ».

Les responsables soudanais font régulièrement valoir le soutien de Khartoum aux services de renseignements américains dans la lutte contre le terrorisme et l'aide apportée aux centaines de milliers de réfugiés sud-soudanais ayant fui

la guerre civile et la famine dans leur pays. Le chargé d'affaires américain au Soudan, Steven Koutsis, avait en outre indiqué en juin que Khartoum avait fait preuve ces derniers mois d'une « extrême retenue » face aux rebelles au Darfour, Nil-Bleu et Kordofan-Sud.

Les sanctions américaines ont durement marqué l'économie du Soudan, touchée par l'inflation, une flambée des prix des denrées et une hausse du chômage. Des responsables soudanais assurent que leur levée aidera l'économie soudanaise à intégrer l'économie mondiale. « *Cela nous ouvrira de nouvelles opportunités inexistantes ces 20 dernières années, comme accéder à des prêts* », a indiqué le ministre des Finances Mohamed Al-Rikabi dans une interview à un quotidien local.

Mais selon un diplomate européen, il est possible que les sanctions ne soient pas levées dès cette semaine. « *Il n'est pas logique que d'un côté Washington interdise l'entrée aux Etats-Unis des ressortissants soudanais et que, de l'autre, il lève les sanctions* », a-t-il confié sous le couvert de l'anonymat. Khartoum continue de réprimer des voix indépendantes et a échoué à contenir « *des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au Darfour et dans d'autres zones de conflit* », avait plaidé Human Rights Watch en janvier après la décision d'Obama de lever les sanctions. Selon l'ONU, au moins 300.000 personnes ont été tuées et 2,5 millions déplacées depuis le début en 2003 de la guerre au Darfour.

**Josiane Mambou Loukoul**

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.







Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Goussou immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:  
Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



## NÉCROLOGIE

Les enfants Jacques et Roger Iloki ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Maman Ignanga Marie, survenu le 29 juin 2017 à Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu au N°29 de la rue Manga à Talangai (arrêt de bus Libanga ya talo). L'inhumation aura lieu le jeudi 13 juillet au cimetière Ekouya.



Nely carole Biantomba, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Nkounkou Kimbembe, Nsangou et enfants ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur fille Nkounkou Kimbembe Nette stéphanie, survenu le 3 juillet 2017 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au N° 13 de la rue Songui à la Base (arrêt de bus Comus). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

12 juillet 2014 - 12 juillet 2017, voici trois (3) ans, jour pour jour que le seigneur a rappelé à lui notre très cher papa et frère Emmanuel Kanga.

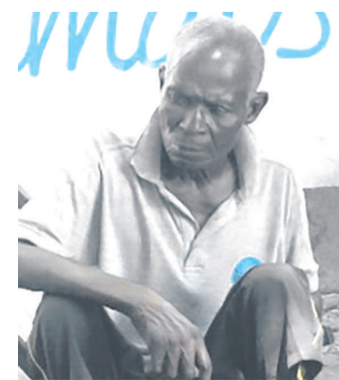
La marche irréversible du temps ne pouvant effacer le souvenir et la douleur de la disparition prématurée d'un être cher.

En cette date de triste anniversaire les enfants Kanga et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée en sa mémoire.

Une messe d'action de grâce sera dite en l'église notre Dame des Victoires (sainte Marie de Ouenzé) le mercredi 12 juillet 2017 à 06 heures du matin.

Papa Emmanuel Kanga tes conseils, ta générosité, ton humilité, ton courage, ta sagesse et ton amour pour ton prochain guideront toujours nos pas. Que ton âme repose en paix.

## IN MEMORIAM



## DISPARITION

# Le conseiller spécial Mbys Assolant inhumé à Dolisie

Dans la matinée du 11 juillet 2017, au Palais des Congrès, la nation a rendu un dernier hommage, à Mbys Assolant, conseiller spécial du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de 1997 à sa mort. Le chef de l'Etat s'est incliné devant la mémoire de l'illustre disparu. Puis la dépouille mortuaire a été acheminée à Dolisie, chef-lieu du département du Niari, où Mbys Assolant, décédé le 2 juillet à Brazzaville, reposera pour l'éternité.

« Né le 8 août 1935 dans le district de Kimbangou, Mbys Assolant est passé par l'armée française, le syndicalisme, la Jeunesse du Mouvement national de la révolution (JMNR), la direction générale de l'hôtel Mbamou Palace puis la présidence de la



République. (...) Le 2 juillet 2017 à Brazzaville, il a dor-

mi pour l'éternité », a déclaré le conseiller du président

de la République, Louis Bakadio, donnant lecture de

l'oraison funèbre d'une voix chargée d'émotion. Une oraison funèbre dans laquelle, il a parlé du « vieux Mbys » au présent. « Le président Denis Sassou N'Guesso ne parle jamais au passé de ceux qui lui sont chers. Mbys Assolant est l'un de ceux-là », selon Louis Bakadio. Le disparu, a-t-il poursuivi, a été commandeur dans l'ordre du mérite congolais. Un homme loyal. Il l'a prouvé lors des soubresauts que le pays a connus en demeurant ferme dans le respect des honneurs sacrés de son amitié avec Denis Sassou N'Guesso dont les deux seuls connaissent l'étendue et la densité. Mort à 82 ans, Mbys Assolant a laissé une veuve et sept enfants.

**Rominique Nerplat Makaya**

## LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

## Crépin Keouosso Okimango présente les projets communaux aux électeurs de Talangaï

Le candidat du Front patriotique (FP) aux locales 2017, Crépin Keouosso Okimango, a expliqué le 10 juillet à Talangaï, aux électeurs leurs projets de jumelage à exécuter pour le compte du 6<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville.



Crépin Keouosso Okimango explique les projets du Front Patriotique à Talangaï (adiac)

« Grâce aux réseaux et structures des collectivités locales existant dans le monde, nous nous engageons à mettre en jumelage la commune de Talangaï avec les autres localités du pays ou de l'étranger et à profiter des opportunités qu'offre la coopération décentralisée », a expliqué Crépin Keouosso Okimango. En cinquième position sur une liste de treize candidats aux locales 2017, le candidat du Front patriotique (FP) a engagé son parti et signé des partenariats avec certains ateliers de l'arrondissement pour encourager les formations juvéniles. Ainsi donc, la menuiserie, la couture, l'informatique, la coiffure et la conduite sont les métiers privilégiés, par le candidat, au bénéfice de la jeunesse de Talangaï pour lutter contre l'oisiveté.

En outre, ce potentiel conseiller compte réorganiser les initiatives d'assainissement, œuvrer pour l'éclairage public et lutter contre les violences scolaires dans les écoles publiques du sixième arrondissement.

Lors de cette deuxième sortie en public pour séduire les électeurs, le candidat du Front patriotique a rappelé, aux électeurs, les douze autres points saillants de leurs projets pour la commune de Talangaï.

**Fortuné Ibara**

## Des opérateurs économiques de Ouenzé apportent leur soutien à Juste Désiré Mondelé

Candidat dans la première circonscription électorale de Ouenzé, Juste Désiré Mondelé a reçu le 11 juillet le soutien des opérateurs économiques, membres de la Confédération générale du patronat du Congo (Cogepaco), basés dans les quartiers 51, 54 et 59

La rencontre qui s'est déroulée au siège de la Cogepaco, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, a permis au président de ce groupement d'opérateurs économiques, Jean Galessamy-Ibombot, de rassurer le candidat du Club 2002 PUR pour le scrutin du 16 juillet prochain. « La Cogepaco regroupe 250 chefs d'entreprise et 3000 adhérents, la plupart sont des mamans commerçantes qui sont dans les principaux marchés de Ouenzé. Nous avons voulu vous écouter sur vos points de vue économiques qui nous permettront d'être votre relai auprès des hommes d'affaires pour que le 16 juillet les opérateurs économiques se sentant intéressés prennent le chemin des bureaux de vote pour vous élire dès le premier tour », a indiqué le Dr Jean Galessamy-Ibombot.

Il a également présenté au secrétaire général du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR), les difficultés auxquelles les quartiers 51, 54 et 59 Ouenzé sont en proie. Il s'agit, entre autres, du chômage des jeunes, de l'insécurité et de l'immigration économique. « Il faut que chaque Congolais de Ouenzé, dans sa parcelle, fasse le commerce de détail, conformément à la loi sur le commerce au Congo et les affaires pour lutter contre l'immigration économique qui est préjudiciable au Congo », a conclu

le président de la Cogepaco, rassurant qu'ils seront aux côtés du candidat pour donner un coup KO à ses adversaires le 16 juillet.

Répondant à quelques préoccupations de la Cogepaco, le



Juste Désiré Mondelé et le Dr Jean Galessamy-Ibombot entretenant les militants/ crédit photo Adiac

candidat Juste Désiré Mondelé a indiqué qu'il n'avait pas un programme économique. Conseiller spécial du président de la République, chef du département politique, il s'est dit adhérer à la démarche du chef de l'Etat visant la diversification de l'économie nationale. Un processus qui déjà, d'après lui, est engagé. En effet, le candidat a initié cette rencontre avec le

patronat après avoir traité avec les jeunes dans tous les quartiers au sujet de leur employabilité.

« Nous avons souhaité cette rencontre pour qu'ensemble nous regardions les possibilités, les moyens d'accompagnement, d'encadrement, de formation qualifiante à tous les niveaux afin de donner de l'autonomie à la jeune fille-

mère et aux jeunes garçons. Une formation qui les mettra à l'abri de l'oisiveté », a expliqué Juste Désiré Mondelé.

Il a, enfin, indiqué à ses interlocuteurs qu'en l'absence de l'Etat providence qui n'existe plus, la Cogepaco qui compte environ 250 entreprises en son sein est un partenaire à prendre en compte pour relever ce défi.

**Parfait Wilfried Douniama**

## DÉVELOPPEMENT

# Le gouvernement veut produire des données économiques plus fiables

Dans la perspective d'aider le Congo à disposer des données économiques plus fiables, un atelier de formation sur la modélisation macroéconomique se tient du 11 au 14 juillet à Brazzaville.

Il est organisé au profit des cadres des directions générales de l'économie, du budget, du plan et des impôts, ainsi que de l'Institut national de la statistique (INS). L'objectif étant d'améliorer les capacités de ces derniers dans la modélisation macroéconomique.

Cette formation s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement des capacités en statistiques, études prospectives et planification pour la lutte contre la pauvreté en République du Congo (Respec) qui bénéficie d'un appui financier de l'African capacity building foundation (ACBF).

« Le besoin était exprimé par le gouvernement congolais par le biais du ministère de l'Economie. On s'est rendu compte que

les données économiques de ce pays étaient soit obsolètes, soit relativement peu fiables. D'où le besoin de remettre les cadres dans le bain, de leur donner de la nouvelle matière pour arriver à produire les données qui soient fiables », a expliqué le coordinateur du projet Respec, Omer Pierre Claver Ivouba. Cette formation permettra aux participants de renforcer leurs capacités techniques en matière de prévision et de simulation macroéconomiques pour l'élaboration du cadrage macroéconomique et budgétaire.

« Un des objectifs spécifiques de ce séminaire est de vous donner les outils nécessaires pour exploiter efficacement le modèle



Le directeur général de l'économie et le coordonnateur du Respec à l'ouverture du séminaire de formation (photo Adiac)

Mac-Congo qui permet d'élaborer le cadrage et les prévisions macroéconomiques à court et moyen termes », a indiqué le directeur général de l'économie,

Antoine Régis Ngakegni. Selon lui, au terme de cette formation, les apprenants

développeront des capacités de prévisions macroéconomiques plus usuelles ; des capacités ac-

crues dans la mise à jour des données et dans la rédaction des documents d'analyse et de synthèse de l'économie nationale.

Christian Brice Elion

## JOURNÉE MONDIALE DES COMPÉTENCES DES JEUNES

## Le Congo se prépare pour célébrer la troisième édition

Instituée en novembre 2014 par l'Assemblée générale des Nations unies, la Journée mondiale des compétences des jeunes, commémorée le 15 juillet de chaque année, est une occasion pour les différents acteurs d'organiser des initiatives éducatives, des campagnes et activités de sensibilisation des jeunes

Cette année, les activités seront organisées autour du thème : « Le développement des compétences pour élargir les perspectives d'emploi des jeunes et accélérer les atteintes des ODD ». Pour ne pas rester en marge de cette journée, la Fondation perspectives d'avenir (FPA) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) ont lancé le 10 juillet à Brazzaville, en partenariat avec le gouvernement, la semaine des compétences des jeunes dont les activités s'achèveront le 14 juillet prochain.

Au programme des conférences-débats portant sur diverses thématiques à savoir : « Le développement des compétences pour élargir les perspectives d'emploi des jeunes au Congo » ; « Comment se vendre sur le marché de l'emploi ? » ; « Les métiers du cinéma au Congo ». Les autres communications porteront sur « Jeunes du Congo : Enjeux et défis dans la mise en œuvre des ODD » ; « les ateliers pratiques recherche



Une vue des participants à la journée inaugurale de la semaine de développement des compétences ; crédit photo Adiac

d'emploi » ; la table ronde interactive « Insertion professionnelle et adéquation de la formation initiale au Congo ». À cela s'ajoutent la présentation du programme Youth Connekt Congo ; Youth Connekt Hangout « utiliser les nouvelles technologies pour libérer le potentiel des jeunes ».

Notons que la journée inaugurale le 10 juillet, à l'auditorium

du rectorat, a été marquée, entre autres, par le témoignage de Ghislain Ondelé Kanga, qui a partagé son expérience d'un jeune entrepreneur congolais aux nombreux participants composés en majorité d'étudiants en quête d'emploi. Pour rappel, le problème de l'emploi ou du sous-emploi des jeunes est une préoccupation majeure pour le Congo. D'après

la dernière enquête ETVA 2015, le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans est de 30,5% pour l'ensemble du pays. Le

explique un communiqué de la FPA. Toujours, selon cette fondation, les compétences et l'emploi des jeunes sont des

chômage touche plus fortement les jeunes en milieu urbain avec un taux de 39% contre 11,7 % en milieu rural. « Le chômage des jeunes est beaucoup plus structurel, car 31% des jeunes au chômage sont à la quête d'emploi depuis plus de deux ans. Bien que cette situation touche beaucoup plus les femmes (37,9 %), le chômage de longue durée concerne aussi les hommes (24,4 %) »,

éléments fondamentaux du Programme de développement durable pour l'agenda 2030 et des 17 Objectifs de développement durable. Pour ce faire, ce programme préconise de doter un nombre toujours plus élevé de jeunes des compétences dont ils ont besoin pour accéder à l'emploi, obtenir un travail décent et développer leur esprit d'entreprise.

Parfait Wilfried Douniama

## VIENT DE PARAÎTRE

## «Le Miroir d'un nègre », second ouvrage de Mexi Espoir Ndingoue

Paru aux éditions Edilivre en juin 2017, « Miroir d'un nègre » est un recueil de poèmes de 44 pages dans lequel l'auteur dénonce plusieurs thèmes traitant l'Africain dans sa forme pure. Mexi Espoir Ndingoue parle de la morale.

Ce recueil de 33 poèmes écrit en vers et en prose fait état des thèmes comme enfant, Dieux, vivre sans femme, Afrique, constitution, argent, village, pays, famille, larmes en sourire, maman, le rouge et le mensonge, père, force forte... « Ce qui est dénoncé reflète le comportement barbare d'un Africain », explique l'auteur. À la page 9 du poème intitulé « Dieux », l'auteur montre l'être africain avec plusieurs dieux, il croit au christianisme mais possède des totems. c'est

ce qui justifie le fait d'avoir plusieurs objectifs. « De fétiche que de surplus. Elles n'ont plus de foi, ces créatures en chair Oh Dieu ! D'où sortent ces dieux ? L'affaire d'Eve continue, on ne voit que dieux. Dieu n'est plus résultat révolutionnaire, l'œuvre de Satan », peut-on lire.

Dans vivre sans femme, l'auteur valorise la femme, elle est utile autant de malheur mais, inutile autant de malheur. L'homme reconnaît la valeur de la femme lorsqu'il est sérieusement malade. Abandonnée au moment du bonheur, la femme est négligée, parfois chassée de la maison. « Le témoignage ne peut être témoigné. La femme est donc un témoin utile. Au besoin de ma mort ! Il me faut en avoir. Oh femme ! Oh femme ! Inutile au temps de bonheur, utile au temps de malheur », écrit l'auteur.

Pour le thème de la famille, celui-ci dé-

montre qu'en Afrique une famille qui a des moyens financiers est importante par rapport à celle qui est dépourvue, elle a tendance d'être marginalisée.

Dans le poème la force forte, Mexi Espoir dénonce le comportement des personnes qui refusent d'aider leur proche en cas de maladie, dit-on par manque d'argent et la personne est abandonnée sur son lit d'hôpital. A sa mort, on fait des cotisations énormes et, achètent des cercueils qui coûtent cher.

Dans le rouge et le mensonge, l'auteur évoque la manière avec laquelle les dirigeants africains acquièrent le pouvoir. Selon ces dirigeants, pour bien faire la politique, il faut faire des sacrifices et mentir. « Leur abus met en confusion des pensées. Il faut alors maîtriser leur vraie union. La souveraineté est en bonne fonction, c'est finalement le résultat des rouges, il faut de ce fait

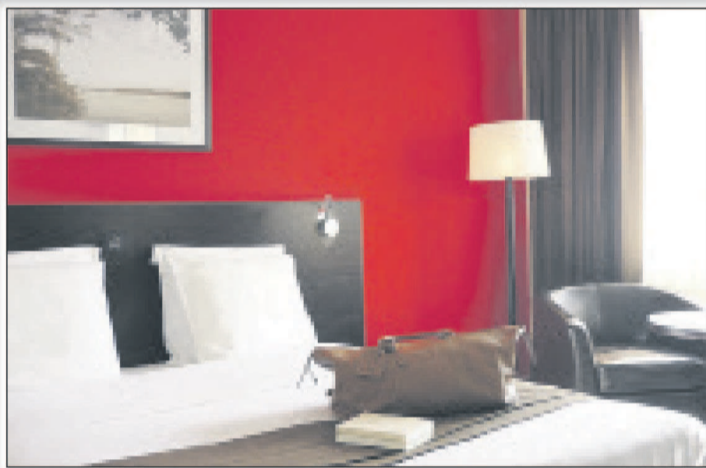
avoir le courage Oh ! Oh ! La souveraineté du lieu vert. Le rouge est aujourd'hui plus dans ce vert, les animaux noirs dédaignent le verbe, leur force fait fuir le gré de ses semblables », page 20

Baptisé par le pseudonyme plume de lumière, Mexi Espoir Ndingoue interpelle dans les poèmes maman et père, aux pages 18 et 19, la conscience des lecteurs sur l'importance de ces deux parents qui méritent respect et bonheur. « Sauveur de brancard, Secours sur la terre, représentant de Dieu, le lien de son témoignage Oh mon père ! En ton absence, je m'arrête aux nuages ; la terre m'est loin. Tu es ma vie, ma pensée vitale, mon ordonnance manifeste, mon soulagement de toute maladie, le bercement du berceau, la préférence de Dieu, la dernière de ses miracles ». L'auteur s'est indigné pour

ceux qui n'honorent pas leurs parents. « Nous constatons que de nos jours, certains enfants ne respectent plus les parents, nous devons les respecter. La bible dit qu'avant de croire à Dieu nous devons croire d'abord au père et à la mère ».

Mexi Espoir Ndingoue est étudiant en quatrième année de droit privé. Il est auteur de deux publications, dont le premier en décembre 2016 est intitulé Du mal au bien : l'échec éducatif et le second, miroir d'un nègre. L'auteur sollicite l'assistance des autorités congolaises pour l'encourager dans son parcours littéraire. « Je me bat avec mes petits moyens pour publier mes œuvres », se plaint-il. Deux de ses ouvrages sont en cours d'écriture, « les chroniques africaines » et « le droit civil des personnes au Congo ».

Rosalie Bindika



## PROMO WEEK-END

150 000 FCFA

2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

200 000 FCFA

2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits-déjeuners



ELAIS Pointe-Noire est un hôtel 4\* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville).

À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.

Boulevard Général de Gaulle

BP 790 Pointe Noire - République du Congo

Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84

info.pn@hotelelais.com

www.hotelelais.com



PROMO  
CLIM

# ENTRETIEN CLIMATISATION



Diagnostiquer votre véhicule à

45.000 Frs CFA TTC

FILTRE À POLLEN  
TOUS TYPES

-20% de  
Remise

PURIFIANT HABITACLE

-20% de  
Remise

NETTOYANT  
CLIMATISATION

-20% de  
Remise

MAIN D'OEUVRE GRATUITE



JUSQU'AU  
31 AOÛT 2017

REVISEZ VOTRE IDÉE DU SERVICE



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève  
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso  
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65  
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39

NO NALA  
CONTREFAÇON



## MUSIQUE

## Caprice Dicon en concert légendaire

Caprice Dicon s'apprête à faire vivre une expérience unique à ses fans. Le 29 juillet, il va livrer un concert légendaire au restaurant-bar le Kasdal'house situé en plein centre ville de Pointe-Noire. Pendant ce show, l'artiste va honorer les grands noms de la rumba congolaise et en même temps présenter son nouvel album au public.

Le week-end est le moment de souffler et de se détendre un peu. C'est également l'occasion d'aller à un des nombreux événements qui se déroulent à travers la ville. Et parmi ces événements figure le concert légendaire de Caprice Dicon. Ce dernier est en quelque sorte l'artiste qui fait bouger et transpirer le public sans le moindre effort. Les Ponténégrins l'adorent beaucoup et sont toujours émus lorsqu'ils écoutent ses chansons.

Pour cette année, le chanteur a prévu un autre cadeau de taille à ses fans, il s'agit du concert légendaire qu'il va livrer au restaurant-bar le Kasdal'house. Pendant ce show, Caprice Dicon va honorer les grands noms de la rumba congolaise et en même temps présenter son nouvel album au public.

L'artiste va enflammer la scène du restaurant-bar le Kasdal'house en livrant un concert étoilé. Les ondes de ses plus grands morceaux vont envahir cet espace à coups de « Vitamine », de « Règlement intérieur », de « Gentleman », de « Stabilisateur », de « 2e mi-temps », de « Ba jaloux » et bien d'autres morceaux.

Ainsi, Caprice Dicon est un artiste bien connu au niveau de Pointe-Noire. Tout le monde a déjà secoué la tête dans tous les sens en dansant au rythme de ses chansons. Le rendez-vous est donc pris au restaurant-bar le Kasdal'house pour une nouvelle aventure musicale.

**Hugues Prosper Mabonzo**

## 7E ART

## La caravane du cinéma congolais démarre le 14 août

Organisée par la maison PedroscoPa avec le soutien du Consulat général de France à Pointe-Noire, la 1<sup>re</sup> édition de la caravane du cinéma congolais aura lieu du 14 au 21 août sous forme de cinéma itinérant.

Au programme des réjouissances cinématographiques, des projections de films 100% Congo Brazzaville, des animations et des concerts. Ce cinéma itinérant partira de Pointe-Noire le 14 août jusqu'à Madingou la destination finale qui sera rallié le 20 août. Au paravant des escales sont prévues à Hinda, le 15 août, Les Saras (Kouilou), le 16 août, Dolisie (Niari), le 17 août, Loudima, le 18 août, Nkayi, le 19 août, Madingou, le 20 août (Bouenza).

Relancer le cinéma congolais par la promotion des films congolais, créer l'attente dans les localités, reconquérir le public qui aujourd'hui s'est détourné des productions audiovisuelles congolaises au profit des Novelas, Karachika, Bollywood, Hollywood, recréer la dynamique et ressusciter l'espoir et l'envie de croire que le cinéma congolais, comme il y a 52 ans, avec les Sébastien Kamba, le premier cinéaste congolais, Jean-Michel Tchisoukou ou Alain Nkodia est l'objectif de la caravane du cinéma congolais.

« Tous les soirs, nous nous arrêterons dans les localités retenues pour animer, les

**PRESENTE**

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE À POINTE-NOIRE

# LA CARAVANE DU CINEMA CONGOLAIS

**CINEMA ITINERANT DE POINTE NOIRE A MADINGOU**

**1<sup>ère</sup> édition - Du 14 au 21 Août 2017**

**Un cinéma gratuit s'installe dans votre ville!**

- Le lundi 14 août à Pointe-Noire
- Le mardi 15 août à Hinda
- Le mercredi 16 août à Les Saras
- Le jeudi 17 août à Dolisie
- Le vendredi 18 août à Loudima
- Le samedi 19 août à Nkayi
- Le dimanche 20 août à Madingou

Projections de films **100%** Congo-Brazzaville  
Animations, concerts, télé-réalité...

**Avec la participation des réalisateurs**

sponsors en profiteront pour la promotion de leurs produits et services. Et au bout d'une heure, vers 19h on commence les projections,

on explique le sujet, l'auteur, le contexte, et on laisse les populations découvrir le film. Ce sera par nuit deux courts métrages et un long

métrage. Les projections prendront fin autour de 21h », a dit Massein Pethas, président de PedroscoPa. Signalons qu'il y aura aussi une télé-

réalité pour rendre compte au quotidien aux téléspectateurs comment le cinéma se passe dans les villages.

**Hervé Brice Mampouya**

## SANTÉ

# Jérémi Mouyokani, DG par intérim du CHU de Brazzaville

Diplômé de l'Ecole de Santé publique de l'université Libre de Bruxelles (Belgique), Jérémi Mouyokani, qui était jusque-là conseiller technique au ministère de la Santé et de la population, est nommé directeur général par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville en remplacement de Gisèle Marie Gabrielle Ambiero, appelée à d'autres fonctions.

La note de service signée de la ministre de la Santé et de la population Jacqueline Lydia Mikolo, qui désigne Jérémi Mouyokani comme DG par intérim du CHU, a été rendue publique le 11 juillet 2017 à Brazzaville.

Né le 27 août 1953, Jérémi Mouyokani est consultant et administrateur gérant du cabinet conseil, IT-Médicalis, cabinet

spécialisé dans le renforcement des systèmes de santé et le développement des technologies de santé. Les fonctions qu'il a occupées dans divers projets de santé y compris à l'OMS/ Congo sont nombreuses...

**La ministre de la Santé face à l'intersyndicale du CHU**

Dans la matinée du 11 juillet, Jac-

queline Lydia Mikolo a échangé avec les membres de l'intersyndicale du CHU suite à un préavis de grève. La situation sociale de la structure hospitalière et les dysfonctionnements qui y sont observés ont été au menu de l'entrevue. La ministre de la Santé et de la population a informé l'intersyndicale des instructions du chef de l'Etat destinées à appor-

ter des solutions aux différents problèmes évoqués. Au nombre de ces instructions figurent le changement de la direction générale du CHU et la nomination d'un directeur par intérim. Ce qui vient d'être fait. L'appui financier pour la résolution des salaires et de la dette sociale, la mise en place d'un plan d'actions pour l'exécution des audits institutionnels, organisationnels et financiers, l'implication de l'ensemble du personnel dans la résolution de la crise sociale au CHU.

Les membres de l'intersyndicale se sont dit satisfaits de l'échange

et ont insisté sur le paiement des salaires comme condition sine qua non des travailleurs pour lever le préavis de grève, le règlement de la dette sociale, notamment celle des retraités et les allocations familiales, la communication d'un calendrier de paie de salaire, la nécessité d'améliorer la communication avec la hiérarchie. Finalement, la ministre de la Santé et l'intersyndicale ont convenu de se retrouver dans quinze jours pour évaluer l'exécution des instructions du président de la République.

**Rominique Nerplat Makaya**

## TOURNOI DE FOOTBALL DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

## Vingt Diables rouges pour défendre le titre

Les U-23 congolais double vainqueurs de la compétition remettront leur titre en jeu lors de la 8e édition qui se disputera du 21 au 30 juillet à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Sans surprise. Sur la liste des 20 Diables rouges convoqués par Valdo et Isaac Ngata, aucun jeune de la diaspora n'est appelé. Les joueurs qui feront le déplacement d'Abidjan sont ceux qui évoluent au pays dans le championnat national d'élite direct Ligue 1. Une expérience qui avait déjà porté ses fruits en 2009 et 2013.

Le Congo, rappelons-le, est logé dans le groupe B avec pour adversaires, le Cameroun, le Mali et le Niger. Le groupe A regroupe quant à lui, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Liban et la Guinée Conakry. Le Maroc, finaliste de la dernière édition, affrontera dans le groupe C, le Sénégal, l'Îles Maurice et le Gabon. La France est placée dans le groupe D avec le Canada-Ouébec, la République démocratique du Congo et le Haïti.

Organisés tous les quatre ans par le Comité international des Jeux de la Francophonie et le Comité national des Jeux de la Francophonie sous l'égide de l'Organisation internationale de la francophonie, les Jeux de la Francophonie sont une compétition multisports et des concours culturels en épreuves individuelles ou par équipes.

Dans le tournoi de football, les Diables rouges du Congo ont un palmarès élogieux. Les Congolais sont pour l'heure, les seuls à remettre leur titre en jeu pour la deuxième fois. Les médaillés d'or de 2009 à Beyrouth au Liban avaient conservé leur médaille quatre ans plus tard à Nice en France en 2013. Bien avant ces exploits, le Congo avait échoué en finale en 1997 et a occupé à deux reprises (1989, 1994) la troisième place. Avec le Canada (1989 et 1997), ils sont les seuls à avoir gagné à deux reprises la médaille d'or du tournoi de football. Qui va donc succéder au Congo ? les premiers éléments de réponse le 21 juillet.

### La liste des 20 Diables rouges

**Gardiens :** Joe Ombandza (FC Kondzo) et Perrauld Ndinga Tsatou (Patronage Sainte-Anne)

**Défenseurs :** Baron Kibamba (Cara), Guy Danga Bossina (JSP), Zabrown Imouélé Ngampio (AC Léopards de Dolisie), Dorvel Dibekou (Etoile du Congo), Julfin Ondongo (Etoile du Congo), Prince Maleké (Diables noirs), Dany Massala Maleké (Diables noirs)

**Milieux du terrain :** Guy Bissefou Makaya (Diables noirs), Brel Mohendiki (JST), Mignon Etou Mban (Etoile du Congo), Wilfried Nkaya (Cara), Nicolas Nguessi Ondama (Cara), Prestige Vieljeux Mboundou (Cara)

**Attaquants :** Jeasnique Konkani Mampouya (Jeunes Fauves), Guy Carel Mbenza (AC Léopards de Dolisie), Arda Cabwey Kivutuka (Cara), Emmanuel Milandou (La Mancha) et Rox Oyoh Thoury (Etoile du Congo)

**James Golden Eloué**

## Football : Diables noirs risque gros

La Fédération congolaise de football vient de publier une note circulaire pour tirer au clair la situation dans laquelle Diables noirs se trouve. La note adressée aux secrétaires généraux des clubs sur le rappel des sanctions souligne que les nouvelles dispositions de la CAF et de la FIFA prévoient que les sanctions contre les joueurs dans le cadre du Championnat national ou de la Coupe du Congo ne sont valables que pour la compétition à laquelle elles ont été enregistrées.

Cependant, les sanctions financières ou amendes sont valables pour toutes les compétitions aussi bien pour le Championnat national que pour la Coupe du Congo. Cela suppose que si Diables noirs ne paie pas l'amende de plus d'un million qui lui avait été infligée lors du match aller des quarts de finale de la Coupe du Congo devant Tongo FC, l'équipe sera mise à l'écart au championnat national. Les responsables de ce club emblématique du football congolais sont appelés à résoudre le problème avant qu'il ne soit trop tard.

En rappel, à propos du non-paiement de l'amende, Diables noirs a été battu par forfait au match retour des quarts de finale de la Coupe du Congo, alors que les joueurs étaient prêts à en découdre avec l'équipe adverse.

**Rominique Nerplat Makaya**

## COMMÉMORATION

## Le Venezuela a célébré ses 206 ans d'indépendance

L'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en République du Congo a récemment célébré l'événement à Brazzaville, en présence des ministres Digne Elvis Tsalissan Okombi et Arlette Soudan Nonault, ainsi que les chefs des missions diplomatiques.

L'ambassadeur du Venezuela, Norma Borges a loué le courage des libérateurs (pères de l'indépendance) qui ont tout donné pour acquérir cette indépendance. « Cette patrie au fil du temps a été à plusieurs fois trahie et remise aux secteurs apatrides, à l'oligarchie et à l'impérialisme, mais elle a été sauvée et refondée par son commandant suprême et éternel, Hugo Chavez Frias. Il ne s'est jamais donné repos à son corps pour maintenir son engagement envers le peuple vénézuélien, pour reconquérir et défendre l'indépendance nationale, en donnant un visage et un sens à la nouvelle patrie socialiste et bolivarienne, qui donne suite au projet qui est aujourd'hui entre les mains du président Nicolas Maduro Moros », a-t-elle déclaré.

Le Venezuela célèbre un événement historique qui rejette le précepte de la domination étrangère et coloniale, un exemple de lutte et de libération. Aujourd'hui, le gouvernement du Venezuela se souvient de cette date comme un exemple de sacrifice et d'amour à la Patrie, en honorant la mémoire de tous ces hommes ayant donné leur vie pour une cause qui vibre encore dans les esprits et les cœurs des Vénézuéliens. « Notre pays est engagé sur la voie de maîtriser les inégalités héritées et l'accès aux avantages des socio-politiques qui n'auraient pas été possibles sans la consolidation de notre souveraineté et les politiques publiques de notre gouvernement révolutionnaire bolivarien. Pendant 4 ans, le gouvernement de Nicolas Maduro a dû faire face au boycott économique implacable, de perpétuels coups d'Etat menés par la droite, la manipulation des médias et l'ingérence étrangère. Le président Maduro a fait de grandes réalisations au profit du peuple et a maintenu le développement des politiques sociales en dépit du blocus économique. L'investissement social de l'Etat a augmenté de 73%, alors que six millions de familles ont été assistées par les comités lo-

caux d'approvisionnement et de production. », a indiqué la diplomate vénézuélienne.

Une autre avancée importante du gouvernement vénézuélien a été



L'ambassadeur du Venezuela au Congo recevant la ministre du Tourisme et des loisirs (Adiac)

l'ampleur du projet Mains à la Plantation pour la Révolution, un espace où se développe avec succès l'agriculture urbaine, impliquant l'école, la famille et la communauté, en créant des vergers et des serres non seulement avec la production agricole, mais aussi avec le renforcement d'un centre de stockage des aliments. Le gouvernement du Venezuela encourage la pratique de la culture de paix, comme un défi aux scènes de violence, en accord avec le modèle socialiste qui favorise la construction du bonheur suprême à travers le processus d'intégration, éducation, culture et sport.

### Le Congo l'un des bons partenaires du Venezuela en Afrique

Saluant l'excellence des relations entre son pays et le Congo, l'ambassadeur du Venezuela a déclaré : « Dans le cadre des relations avec la République du Congo, nous avons constaté que c'est l'un des pays africains qui ont une plus grande volonté de travailler avec le Venezuela. C'est pourquoi, notre ambassade approfondit le rapprochement permanent et noue des

liens avec les différents ministères et organisations sociales ».

Depuis 2012, l'ambassade du Venezuela a mis en œuvre le Programme Parrainer une école en Afrique, qui consiste à réhabiliter, rénover et faire des dons à certaines écoles du Congo. Elle a également mis sur pied depuis 2013, l'Atelier de formation interculturelle Hugo Chavez Frias qui dispense des cours d'espagnol gratuits, à toutes les personnes intéressées à élargir leurs connaissances dans la maîtrise d'autres langues et près de 2500 Congolais ont bénéficié de ce projet.

Une autre initiative de grande envergure, née dans le but inévitable de promouvoir et renforcer les relations d'amitié, de solidarité, d'union et de fraternité entre les peuples congolais et le vénézuélien, c'est la création du Bataillon sportif Congo-Venezuela, qui a la tâche de promouvoir des activités sportives et culturelles dans les différents secteurs et communautés du Congo avec l'appui du gouvernement du Venezuela à travers le ministère du Pouvoir populaire pour le sport et le ministère du Pouvoir populaire pour des affaires étrangères. Chaque mois, l'ambassade organise une marche et un marathon pour la Paix et la Vie.

Par ailleurs, Mme Norma Borges, a signifié qu'en mars dernier, a eu lieu la troisième cérémonie de planting d'arbres dans le cadre de la défense, la protection et la conservation de l'environnement au Congo. A cette occasion, l'ambassade du Venezuela a planté quelque 14.000 arbres dans le district d'Igné, sous la coordination du Programme national d'afforestation et de reboisement (Pronar). Aussi, en mai dernier, il s'est tenu la quatrième édition de la Semaine culturelle et touristique du Venezuela au Congo, avec la participation des pays amis comme l'Afrique du Sud, le Bénin, le Congo, la Guinée équatoriale, le Mali, la Namibie, la Russie et la Turquie. Le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, la fondation Perspective d'avenir, et l'agence Raphia ont également pris part à cette semaine. La soirée a été animée par l'orchestre SOS Salsa de Romain Gardon.

**Bruno Okokana**